

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°607 JEUDI 19 FÉVRIER 1986 8,00 F

HIVER 86

SALE TEMPS POUR LES DICTATURES

LE TEMPS EST
VENU DE CHANGER
DE MONTURE!



F°P. 2520

communiqués débats

• GARD

Le groupe libertaire du Gard entame une campagne contre les élections et pour la gestion directe. Nous tenterons, au moyen de tracts et affiches, de sensibiliser le public sur ces problèmes.

L'aboutissement de cette campagne sera une « fête », carrefour de rencontres et d'échanges, organisée le 16 mars. Nous demandons à tous les sympathisants de nous rejoindre. Ecrire à A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg tiendra désormais sa permanence hebdomadaire le lundi, de 18 h 00 à 19 h 00 au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• BORDEAUX

Un comité d'étudiants F.A. vient de se constituer, il a pris le nom de « Pépin Cadavre » (un des pseudonymes de Brassens dans le « Lib. »). Pour tous contacts, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• NÎMES

Un comité de luttes antimilitaristes est en création sur Nîmes et sa région. Pour tous contacts : A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• ARIÈGE

Un individuuel sur la région de l'Ariège cherche à prendre contact avec des personnes sur Pamiers, Foix, Lézat-sur-Lèze, Axe-les-Thermes. Ecrire aux relations intérieures qui transmettront.

• RENNES

Le groupe de Rennes lance une campagne sur la gestion directe. Face à la meute des politicards, les anarchistes ont aussi leur mot à dire sur les élections et surtout des idées nouvelles à proposer.

L'aboutissement de cette campagne sera la tenue d'un meeting à la Maison de quartier de Villejean, à Rennes, le mardi 4 mars.

Nous appelons en outre tous les sympathisants anarchistes à nous aider dans cette action. Contacts : le mardi soir à la M.J.C. de Rennes-centre, 9, rue La Paillette ; ou au C.P.C.L., 56, rue Poullaen-Duparc, Rennes.

• PARIS

La commission propagande des Relations Intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste.

Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Prochain cours : « Le fédéralisme anarchiste », par Guy Lagrange, mardi 25 février, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

• BORDEAUX

Le groupe Durruti, le groupe Pépin-Cadavre et la liaison Saint-Médard de la F.A. organisent une série de meetings sur le thème « Quelle alternative libertaire aux élections ».

Lundi 24 février, à 20 h 30, à Bordeaux, 7, rue du Muguet.

Mardi 4 mars, à 13 h, à Talence, « cafet 136 », bâtiment de sociologie, faculté de lettres.

Mardi 4 mars, à 20 h 30, à Bègles, au complexe Paul-Langevin.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise, dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, une série de cours-conférences dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses). Prochain rendez-vous le 28 février, à 18 h pour une animation audiovisuelle (films illustrant la période 1936-1939) avec débat et buffet pour se restaurer en attendant les intervenants. A 20 h, un débat « L'organisation agraire » aura lieu avec Alain Duthilleul.

• SAINT-ETIENNE

« Voter ? Non, merci ! Les anarchistes expliquent les raisons de leur abstention. » Sur ce thème, le groupe Nestor-Makhno organise une réunion-débat le vendredi 21 février, à partir de 19 h, à la Bourse du Travail, salle 55.

MONTREUIL

Meeting « Les anarchistes face aux élections » organisé par les groupes de Montreuil/Rosny et Sevran/Bondy. Le 8 mars, à la Maison ouverte de Montreuil, à 20 h 30, au 17, rue Hoche (métro : Mairie-de-Montreuil).

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis, de 18 h 30 à 19 h 30, au métro Belleville et/ou Pyrénées.

BANLIEUE

• Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

• Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

• Val-d'Oise
Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

• Val-de-Marne
Groupe Villejuif-Valry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philipe, 2, rue Louise-Aglad-Cretté, Vitry.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marennnes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Routot — Finistère : Quimper — Haute-Garonne : liaison Nord Haute-Garonne — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai, Dunkerque — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Sarthe : Le Mans — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtellerault — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Confians-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Valry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, La fin des dictatures ? Philippines : élections truquées... — PAGE 4 : Gibert-Jeune licencie, Le G.A.L. assassine en toute impunité, Quel droit d'asile ? En Bref — PAGE 5 : La transsexualité, Dis moi comment tu bouffes... — PAGE 6 : Triste bilan pour Badinter, Aude : zone sinistrée, Bilan d'une législature : les socialistes et l'armée — PAGE 7 : Bilan d'une législature (suite) — PAGE 8 : La mafia en procès, Grande-Bretagne : conflits dans la presse — PAGE 9 : Belgique, Pays-Bas, Argentine — PAGE 10 : Rencontre-débat à propos de l'école — PAGE 11 : Programme Radio-Libertaire, Notes de lecture, Compte rendu des rencontres autogérées, Spectacle Font et Val — PAGE 12 : Réponse à Gorbatchev.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

éditions

• AMIENS

Après quelque temps de sommeil, le groupe anarchiste d'Amiens reprend ses activités militantes. Il a maintenant un nouveau journal « Bitume ». Le n°1 est en vente à la librairie du Monde libertaire ou par correspondance : G.A.A., B.P. 7, 80330 Longueau. L'abonnement est de 40 F pour six numéros. Soutenez-nous, abonnez-vous ! Vous pouvez contacter les militants du G.A.A. sur le marché le samedi matin de 10 h à 12 h.

• BADGE

Le groupe Florès-Magon (Paris XII^e) vient d'éditer un badge : « Espagne 36, Durruti », disponible pour le prix de 6 F à la librairie du Monde libertaire.

• BROCHURE

La commission propagande des relations intérieures vient d'éditer une brochure de propagande abstentionniste à l'occasion des élections du 16 mars.

Prix : 15 F. Pour toute commande : librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

VOTER, C'EST ABDIQUER

ABSTENTION
RÉVOLUTIONNAIRE
ANARCHISTE

Thierry BONNELL - Maurice JOYEUX
Roland BONNEVILLE - Sébastien BASSON
Jean-Marc RIVAUD - Georges MANFREDINI

Édité par La Commission - Propagande - des Relations Intérieures
de la Fédération anarchiste

N
Unis vi
La non
tatures
mode,
plus int
citement
ces der
culière
semain
tions an
des act
les.

Dans
avons
lonnes
Etats-U
nisé le
Duvall
par un
ment.
avéré i
une révo
sive pou
question
ques de
intérêts

Après la di

L
E 7
date
l'his
Le prési
à travers
torale M
leader de
aout 1983

Des élé

Durant
voir terr
sympath
le jour d
les moyen
modifier
voix, éle
dations,
para-milit
l'armée d
reculés. L
cain à Man
nalistes de
liés à la ca
et faisait é
cernant la

Une délé
tes américa
étrangers
veiller un
bureaux de
le C.O.M
officiel de
donna le p
queur. Mais
déclarait a

La fin des dictatures ?

NOUS assistons visiblement à une évolution de la politique des Etats-Unis vis-à-vis de ses protégés. La non-ingérence dans les dictatures amies n'est plus à la mode, il semble aujourd'hui plus intéressant d'influer implicitement. Ainsi, on a pu voir ces derniers mois et tout particulièrement ces dernières semaines des prises de positions américaines — et aussi des actions — assez nouvelles.

Dans le cas d'Haïti, nous avons pu voir dans ces colonnes (M.L. n°606) que les Etats-Unis ont carrément organisé le départ de Jean-Claude Duvalier et son remplacement par un nouveau gouvernement. « Baby Doc » s'était avéré incapable de contenir une révolte devenue trop massive pour ne pas remettre en question les intérêts économiques de l'île, autant dire les intérêts américains. On se

souvent de la recommandation expresse faite au nouveau gouvernement d'organiser des élections : par cette volonté exhibée, les Etats-Unis se montrent sous un jour humaniste, œuvrant au respect des droits de l'homme... une propagande qui passe comme une lettre à la poste !

Les Philippines sont un autre exemple de l'évolution sensible de la politique américaine. Là non plus les Etats-Unis ne sont pas prêts à abandonner la place : la seule présence de deux de leurs bases militaires en est un indice suffisant. Ils sont pourtant en train d'abandonner Marcos, lequel, dans son attachement frénétique au pouvoir, a été jusqu'à annoncer une future alliance avec l'U.R.S.S. si jamais les Etats-Unis l'abandonnaient vraiment. Qu'il se rassure, ils n'abandonneront pas les Philippines mais seulement Marcos qui d'ailleurs a bien des

responsabilités dans l'endettement du pays (26 milliards de dollars). Remarquons là aussi que la pression américaine en vue de l'organisation d'élections et la volonté ensuite d'en contrôler le bon déroulement prouve encore ici l'utilité des élections. Utilité surtout pour les dirigeants ; les Philippines, eux, ne seront pas davantage maîtres de leur avenir, qui appartient toujours à l'impérialisme « yankee ».

En Afrique du Sud, à l'évidence, les émeutes ne font guère fléchir le gouvernement. Botha, comme « Baby Doc » en son temps, a annoncé à plusieurs reprises que le processus de démocratisation en cours serait irréversible et ce — comble de l'humour noir (si l'on peut dire) —, malgré l'opposition. N'empêche qu'il n'y a aucune « démocratisation » : la discrimination persiste malgré l'abolition des « pass » et la possibilité des mariages inter-raciaux. Le problème est simple : le gouvernement, s'il « démocratise », devra céder la place... mais il la trouve trop bonne. L'archaïsme du système raciste ne satisfait désormais pas plus les Etats-Unis que la classe libérale sud-africaine, le marxisme prenant un bel essor parmi les Noirs.

Quel qu'en soit la teneur idéologique — très déterminée aux Philippines, partiellement en Afrique du Sud, assez inexistante en Haïti —, il est évident que ces mouvements de révoltes, si incohérents qu'ils puissent être parfois, mettent en péril l'ordre établi. Ainsi, la « résistance » des gouvernements s'avère



Après la dictature... la joie !

Editorial

VAGUE de « démocratisation » côté Ouest, « look » plus « cool » côté Est... de quoi rêver ! L'évolution est tangible, tous les médias la relatent. « Baby Doc » est parti, bientôt Marcos, et aucune raison pour que ne viennent pas dans la foulée le tour de Botha, Pinochet et consorts...

Des espions sont échangés. Chtcharansky vient montrer malgré lui que l'U.R.S.S. applique la Charte d'Heisinki. Les négociations sur le désarmement entre Etats-Unis et U.R.S.S. se poursuivent. On entrevoit effectivement des signes de début de liberté d'expression à l'Est. Mais oui ! Et même si les progrès à réaliser dans ce domaine sont encore nombreux, on pourrait facilement se prendre à rêver : n'est-ce pas là l'évolution tant attendue et même inespérée ?

Ne nous y trompons pas ! L'esclavage demeure, les libertés ne sont dispensées qu'au titre de calmants. L'Etat ne s'allège pas d'un côté, il ne dépeint pas de l'autre : il s'adapte. Nous ne sommes pas en route vers un monde de paix et d'harmonie mais vers un monde d'esclavage asseptisé car, à des degrés divers, il s'agit bien toujours d'esclavage.

Que des dictateurs barbares disparaissent ne nous déplaît pas. Bien sûr ! Cependant, nous ne faisons pas la fête pour autant quand nous voyons ce qui remplace ces dictatures. Des démocraties soumises à l'impérialisme, des démocraties militaires... Une population qui n'a strictement plus rien à perdre est capable de la plus extrême révolte. C'est visible. Il est non moins visible que cela ne suffit pas à son émancipation, il lui faut aussi savoir se préserver des faiseurs de promesses et charlatans divers, il lui faut s'organiser afin de gérer elle-même ses intérêts.

dépendre de leur capacité à faire des concessions, à réaliser des compromis. C'est la rigueur de l'opposition et l'incapacité du tyran d'y faire face qui ont amené les Etats-Unis à souhaiter quelqu'un d'autre à la place de Marcos. Disons-le : c'est une question d'intelligence de la part des dirigeants.

Duvalier, Marcos, Botha, Pinochet sont des cons ! Eh oui, et rien n'est plus dangereux pour les libertés que la

connerie. Mais ils ne sont pas les seuls, il n'est pas impossible, par exemple, que l'on parle de la Corée du Sud avant les jeux olympiques. On peut s'attendre, selon les apparences présentes, à ce que les pays alliés des Etats-Unis soient de moins en moins gouvernés avec une main de fer mais de plus en plus avec une main de velours.

GUY LAGRANGE

Philippines : qui perd, gagne !

LE 7 février 1986 fut une date importante dans l'histoire des Philippines. Le président Marcos affrontait à travers une consultation électorale Mme Aquino, la veuve du leader de l'opposition abattu en août 1983 à son retour d'exil.

Des élections truquées

Durant la campagne, le pouvoir terrorisa bon nombre de sympathisants de l'opposition ; le jour du scrutin il utilisa tous les moyens possibles afin de modifier les résultats : achats de voix, électeurs fantômes, intimidations, violences des groupes para-militaires et même de l'armée dans certaines régions reculées. L'ambassadeur américain à Manille fit part aux journalistes de « violents incidents liés à la campagne électorale » et faisait état de rumeurs concernant la fraude.

Une délégation de congressistes américains et d'observateurs étrangers se déplaça pour surveiller une minime partie des bureaux de vote. Rapidement, le C.O.M.E.L.E.C. (organe officiel de comptage des voix) donna le président sortant vainqueur. Mais déjà, Mme Aquino déclarait avoir remporté ces

élections. Elle s'appuyait pour sa part sur les résultats d'un organisme privé. La fraude atteignit de telles proportions qu'une trentaine d'employés du C.O.M.E.L.E.C. refusèrent de se faire les complices des manipulations de résultats. Le communiqué des observateurs étrangers mit très nettement en cause la régularité de cette consultation.

Rien n'est joué !

Suite à ces élections, Marcos se retrouve dans une bien mauvaise position. Les deux postulants se déclarant vainqueurs, il décida d'annuler purement et simplement la consultation, puis porta l'affaire au Parlement où il dispose d'une majorité de députés en sa faveur. Il proposa également à Mme Aquino de devenir son Premier ministre, et pour finir Reagan envoya même un émissaire pour tenter de concilier les deux parties en présence. Tout est permis pour gagner du temps, espérer que l'effervescence populaire retombe et, le cas échéant, préparer les forces armées à intervenir.

Ces élections qui devaient rehausser l'image de marque du

président l'obscurcit encore davantage et révèle un homme qui, après vingt ans de pouvoir, est prêt à tout pour s'y maintenir. L'atmosphère demeure très tendue, les électeurs de l'opposition se sentent frustrés de leur victoire, tandis que l'armée



Mme Aquino.

attend la première provocation pour remettre de l'ordre.

Un pays sous haute surveillance

La Maison Blanche suit de très près les événements qui se

déroulent actuellement dans ce pays. Et pour cause, en réalité ce sont eux, les Etats-Unis, les grands perdants du 7 février. La passation de pouvoir ne s'est pas réalisée comme ils l'espéraient. Il faut constater que leur attitude a été, au cours de ces dernières années, jalonnée de divergences internes et d'hésitations.

Ce n'est que réellement à partir du début 1985 que Reagan trancha pour orienter les Philippines vers une démocratisation. Un document américain faisait alors part des inquiétudes de Washington quant à la situation intérieure : « Pour convaincre le président Marcos de la gravité de nos préoccupations en ce qui concerne la guérilla ainsi que du déplorable état de ses forces armées, chargées d'y faire face, il pourrait être nécessaire d'organiser à son intention des sessions d'information que lui donneraient en privé des spécialistes américains des services militaires de renseignement ».

Les Etats-Unis tentèrent de regrouper l'opposition modérée dans le but de remplacer l'actuel président et de s'opposer à l'avancée communiste. Par mesures économiques interposées, Reagan proposa diverses réformes. En vain, Marcos

demeurait inflexible à ses appels. Un diplomate américain définit très clairement les limites des pressions possibles : « La réduction ou la suppression de notre aide conduirait à la diminution de notre influence sur l'appareil militaire et limiterait sérieusement la capacité de l'armée à devenir opérationnelle sur le champ de bataille ».

En déplorant l'acquiescement du général Ver, accusé du meurtre de Benigno Aquino, en adoptant la neutralité pendant la campagne électorale, les Etats-Unis visaient déjà la victoire de l'opposition. Le but du Pentagone est de maintenir à flot l'économie du pays, faciliter la transition démocratique dans le but de sauvegarder la présence de leurs deux bases sur le territoire.

En tout cas, une chose est sûre : Aquino ou Marcos, le peuple philippin n'aura pas grand-chose à y gagner s'il ne s'organise pas pour imposer les réformes nécessaires à sa propre survie. L'espoir des peuples n'est certainement pas dans les combinaisons électorales dont les règles suivent les humeurs de Marcos ou de Washington, il est dans la rue !

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

Licenciements abusifs chez Gibert-Jeune

A LA suite de l'attentat du 4 février dernier qui a fait quatre blessés (dont une employée), endommagé le sous-sol et partiellement le rez-de-chaussée, les 81 membres du personnel de chez Gibert ont eu la mauvaise surprise de recevoir dès le 8 (1) une

lettre lapidaire de rupture du contrat de travail sans préavis ni indemnités.

Cette décision de la direction est d'autant moins compréhensible qu'aucune raison valable n'est invoquée pour justifier un tel acte. Le « cas de force majeure » ne peut se justifier que lors d'une destruction totale des locaux commerciaux. Ce n'est pas le cas ici puisque deux étages seulement ont été touchés sur sept au total. Un minimum de travaux suffirait pour rouvrir les autres niveaux du magasin.

Quant à l'argument irréfutable qui excluerait la solution du chômage partiel parce qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses car l'entreprise n'est pas en bonne santé, lui aussi sent le souffre. D'après les seuls chiffres dont dispose le comité d'entreprise, le résultat net d'exploitation l'année passée était de deux millions de francs (200 millions de centimes). La situation économique est donc loin d'être catastrophique (bien au contraire, les bénéfices dégagés sont importants), comme voudrait le laisser croire Jean Gibert qui joue sur deux tableaux à la fois. Il n'y a plus d'argent et le magasin est détruit, alors tout le monde dehors !

Cette politique, aussi simpliste que musclée, va donner des idées à tous ces petits patrons qui ne savent pas comment se débarrasser de sections syndicales gênantes. Car, hélas !, chez Gibert les antécédents en ce qui concerne la répression syndicale sont nombreux.

Il a fallu deux ans de lutte pour qu'en 1982 J. Gibert daigne reconnaître le comité d'entreprise (2). De même, pour lui démontrer que les sept sociétés différentes de l'immeuble (une par étage, c'est-à-dire la

politique bien connue du diviser pour régner) appartenaient bien au même groupe.

Ce patron de choc n'aime pas non plus les travailleurs syndiqués. Il a encore licencié il y a quelques mois une employée marquée du sceau de la C.G.T. Des sections présentes chez Gibert (C.G.T., C.F.T.C.,

C.G.C.), seule la C.G.T. (3) a réagi dans ce conflit. Elle propose une suspension (et non une rupture) des contrats de travail et le chômage partiel total pour les employés, le temps de réaménager les rayons détruits. Mais avant tout, elle réclame la consultation du comité d'entreprise (4). Le sieur Gibert n'a en effet

jamais reçu les représentants du personnel depuis l'attentat.

Le 12 février, la C.G.T. a convoqué une conférence de presse pour expliquer la situation. Elle demande une contre-expertise (5), une aide des pouvoirs publics si nécessaire, et une ouverture des négociations le plus vite possible. Le 13, une délégation du personnel et d'employés du commerce (environ 100 personnes) a essayé vainement d'être reçue. Mais M. Gibert est un homme très occupé...

« Sa décision, déclare le ministre du Travail Delebarre, l'expose à (...) des sanctions pénales. » La table ronde entre la préfecture, la direction départementale du travail, la C.G.T. et... sa majesté Gibert 1^{er} devait avoir lieu le 17.

Si l'on peut regretter l'attitude des employés de Gibert qui n'ont sorti de la « légalité » pour régler ce conflit avec un rapport de forces favorable (occupation et fermeture des autres établissements, par exemple), il est cependant inadmissible de constater qu'une direction sans scrupules puisse profiter d'un attentat pour mettre au chômage 81 personnes. Qu'a parlé de grève expropriatrice ?

CHRISTOPHE

- (1) Les lettres étaient postdatées et furent écrites trois jours après l'attentat.
 (2) Comité d'entreprise auquel il ne donne aucun élément économique sur l'entreprise.
 (3) La C.G.T. détient la moitié des sièges au comité d'entreprise.
 (4) Un cas similaire a fait jurisprudence en 1980 et la direction doit convoquer le comité d'entreprise.
 (5) Il n'y en a même pas eu avant les lettres.

en bref...en bref...

• Un comité de soutien a été créé à l'occasion de la désertion de Hervé Thepault. Hervé Thepault a en effet déserté son affectation civile après avoir obtenu son statut d'objecteur de conscience en étant confronté à la réalité de ce service de remplacement (chômage dans les régions économiquement faibles, présence de l'armée, etc.). Pour tout soutien : écrire à A.B.I.L., B.P. 14, 64130 Mauléon.

• Le Comité de soutien aux inoumis reprend ses permanences à la librairie du Monde libertaire les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, de 16 h 30 à 18 h 30. En février, les 7 et 21 ; en mars, les 7 et 21 ; en avril, les 4 et 18.

• « L'Union pacifiste » dédie son numéro spécial de février à l'insoumission (ou presque). Au sommaire : L'Actualité sur le plan juridique, par de Félice ; Qui sont-ils ? ; Rappel des procès de 1983 à 1985 ; et beaucoup d'autres choses... En vente à la librairie du Monde libertaire.

• Le n°16 d'« Article 31 » vient de paraître. Au sommaire : Les cache-sexes du Front national ; L'Extrême Droite belge et les C.C.C. ; Le R.P.R. et l'extrême droite ; des quantités d'informations internationales, etc. « Article 31 », B.P. 423, 75527 Paris cedex 11. En vente à la librairie du Monde libertaire (15 F).

PAYS BASQUE

Attentats : ça continue !

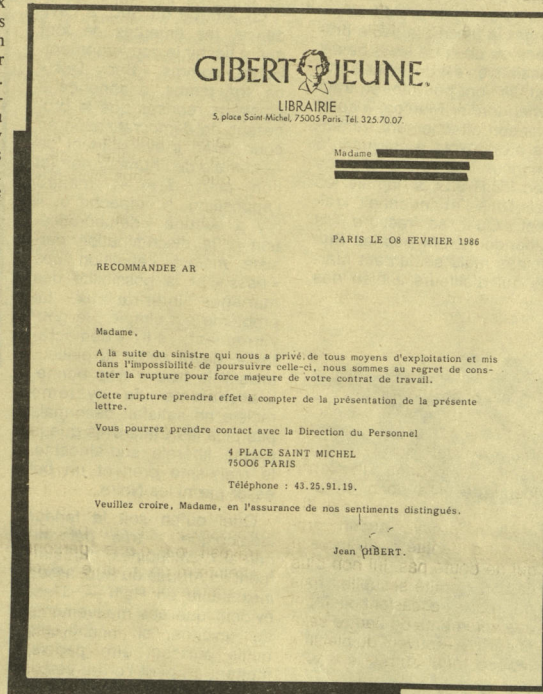
CINQ personnes, dont deux réfugiés basques, ont été blessées samedi 8 février dans un bar lors d'une fusillade. Parmi les victimes, il y avait Carmela et Nagère Otegui, la veuve et la fille de Juan Otegui, assassiné par le G.A.L. le 2 août dernier. Cet attentat aurait pu être beaucoup plus meurtrier ; en effet, un des consommateurs a vu ce qui allait se passer et a eu le temps de prévenir les autres consommateurs qui ont pu s'allonger par terre.

Jeu 13 février, en début d'après-midi, dans le bar de la Consolation à Saint-Jean-de-Luz, un commando du G.A.L. a fait irruption et a mitraillé tous les gens s'y trouvant. Jamon Basinez a été grièvement blessé et ses jours sont en danger. Cet attentat est le trente-quatrième du G.A.L. sur le sol français. Il faut rappeler que le G.A.L. est une organisation clandestine à la botte des services spéciaux espagnols. Celui-ci agit en totale impunité sur les territoires français et espagnols, avec la bénédiction des gouvernements.

Le G.A.L. est l'instrument du gouvernement espagnol pour faire régner la terreur dans la communauté des réfugiés. L'action déstabilisatrice du G.A.L. depuis fin 1983 est couverte par le silence et le laxisme du gouvernement français. La banalisation des divers attentats par les autorités françaises prouve bien la collaboration étroite qui existe entre les deux gouvernements, qui refusent de reconnaître le G.A.L. comme un mouvement terroriste et le laisse mener son action en toute quiétude.

Le G.A.L. se sentant protégé, n'hésite plus maintenant à agir en pleine après-midi, comme il l'a fait à Saint-Jean-de-Luz. Le problème des réfugiés basques n'est pas près de se résoudre tant que les gouvernements, qu'ils soient français ou espagnol, continueront à vouloir régler la question basque uniquement par la voie de la répression.

MARTINE
(Gr. Libertad)



Vous avez dit « droit d'asile » comme c'est bizarre !

LA France est, paraît-il, le pays du droit d'asile et des droits de l'homme (dixit Laurent Fabius). Et pourtant les demandes de droit d'asile faites par les réfugiés politiques basques se concrétisent toutes par une lettre de refus et le délai d'un mois pour quitter le territoire français.

Les réfugiés qui font la demande de renouvellement de papiers leur permettant de rester sur le territoire français reçoivent une autorisation pour une durée de trois mois sur laquelle la mention de demande a été tout simplement rayée et qui leur interdit de travailler. De plus, un réfugié basque vient d'être assigné à résidence à Bar-le-Duc dans la Meuse, d'où il sera expulsé dans un mois.

Deux autres Basques viennent encore d'être expulsés : direction Le Cap. C'est simplement la trente-deuxième déportation qui se produit. En parlant des déportations, cela nous amène à parler des Basques déportés en Equateur. Non seulement, ils bénéficient d'une assignation à résidence, mais qui plus est, elle s'accompagne de tortures.

Leurs familles ne peuvent plus les contacter qu'une fois par semaine par téléphone ; le courrier doit être envoyé à une boîte postale et c'est la gendarmerie locale qui vient le reléver.

Deux parlementaires espagnols, Jon Idiegaras et Txio-min Zilvaga, se sont rendus en Equateur le 22 janvier dernier pour tenter des démarches juridiques en faveur des réfugiés. Ils étaient sensé rencontrer le gouvernement d'Equateur le 30 janvier, afin de discuter de leur situation inadmissible, et ont été mis aux arrêts la veille de cette rencontre. Le prétexte était simple : atteinte à la sûreté de l'Etat. Ils ont été expulsés deux jours après *manu militari*. Il faut néanmoins préciser que l'ambassade d'Espagne n'a pas jugé bon d'intervenir en faveur de ces deux parlementaires. Alors, pour les deux réfugiés n'en parlons pas.

Au vu des ces événements d'une affligeante banalité, on a du mal à saisir ce que veut dire le droit d'asile. En effet, la France n'hésite pas, pour parfaire ses relations avec l'Espagne, à jeter en bonne et due

forme tous les réfugiés qui la dérangent. En revanche, lorsqu'il s'agit d'accueillir un dictateur déchu, elle n'hésite pas à réquisitionner un des meilleurs hôtels d'une station de sport d'hiver. Rien n'est trop bon pour les « bouchers » aux mains couvertes de sang.

Effectivement, le gouvernement français n'hésite pas, lorsque des intérêts sont en jeu, à satisfaire certaines demandes d'accueil. La France a à son actif pas mal de bavures de ce type, mais n'a aucun scrupule à enfermer et à expulser des personnes, qu'elles soient italiennes, basques ou allemandes...

Il s'agit pour nous, militants révolutionnaires, de lutter par tous les moyens pour que le droit d'asile ne soit plus accordé à la carte et que les réfugiés politiques ne soient plus expulsés dans des pays où ils risquent une répression sans merci. La France, pays du droit d'asile et des droits de l'homme oui, mais non une pouille pour tortionnaires au chômage et bouchers sanguinaires.

MARTINE
(Gr. Libertad)

Est-ce un homme ? Est-ce une femme ?

L'EMISSION que nous avons animé le 11 février portait sur un sujet rarement abordé, intéressant une population très peu nombreuse, mais qui pose le problème fondamental de la façon dont l'être humain prend conscience de son identité sexuelle.

Mais indépendamment des questions d'ordre psychologique qu'elle soulève, la transsexualité interpelle également le médecin, le juriste et la société dans son ensemble, c'est-à-dire chacun de nous en particulier.

Homme ou femme

Qui sommes-nous, homme ou femme ?

Le mythe de l'androgynie remonte à la plus haute antiquité et l'ambiguïté sexuelle a toujours inquiété, attiré et séduit. En fait, il ne s'agit pas là de transsexualité, mais de cas d'hermaphrodisme qui constitue un cas particulier d'intersexualité, c'est-à-dire d'anomalie physiologique touchant aux caractères sexuels de la personne concernée, existence simultanée de certains caractères sexuels des deux sexes chez le même individu, disparité entre l'apparence physique externe et le sexe hormonal de la personne concernée.

Rien de tel chez le transsexuel. Si l'on reprend bêtement la définition du Larousse, on y trouve : « Transsexua-

lisme : conviction délirante d'appartenir à l'autre sexe et désir de changer anatomiquement de sexe. » Définition un peu trop simpliste pour une réalité dont les causes sont encore inconnues.

En fait est transsexuelle toute personne qui, tout en appartenant à un sexe génétique, hormonal, morphologique interne et externe, et ayant généralement les caractères sexuels secondaires ainsi que l'état civil qui lui correspond, présente depuis sa petite enfance la conviction indéracinable que toute sa personnalité appartient au sexe opposé et qu'en conséquence elle ne pourra trouver un équilibre physique, psychologique et social que lorsque cette disparité aura cessé. C'est-à-dire en conformant son corps à son psychisme, puisque l'inverse — réajuster son psychisme à son corps — n'est pas possible dans l'état actuel des traitements psychothérapeutiques.

Il s'agit donc d'un trouble de l'identité de genre. Le transsexuel se distingue donc de l'homosexuel qui recherche l'âme sœur dans un corps identique et a donc un problème d'orientation sexuelle mais n'éprouve aucun problème d'identité et du travesti qui ne doute pas, lui non plus de son identité sexuelle, mais qui porte occasionnellement des vêtements de l'autre sexe et éprouve souvent du plaisir à tromper les autres sur son identité.

Causes de la transsexualité

Bien que les causes soient encore inconnues, deux principales hypothèses s'affrontent :

- une hypothèse hormonale selon laquelle un accident hormonal est intervenu pendant la grossesse avec pour conséquence une évolution du cerveau différente de l'évolution du reste du corps ;

- une hypothèse psychanalytique selon laquelle l'environnement familial dans lequel s'est trouvé l'enfant pendant les premiers mois de son existence a pu provoquer la situation que l'on constatera plus tard.

En tout cas, si on ignore l'origine de la transsexualité, on sait qu'un transsexuel l'est depuis sa plus tendre enfance (à 18 mois au plus tard, tout est joué) et qu'aucun traitement psychothérapeutique ne peut modifier la conviction profonde d'appartenir au sexe opposé.

Aspect médical

Le médecin cherche d'abord à s'assurer qu'il se trouve bien en présence d'un transsexuel et non pas d'un travesti ou d'une personne atteinte d'un trouble psychique momentané.

Quand il a acquis cette conviction et qu'il a donc posé son diagnostic, il peut alors entamer le traitement qui conduira

à la modification de la morphologie de son patient ; pour le mettre en conformité avec son état psychologique. Il s'agit d'abord d'un traitement hormonal étalé sur une période de un ou deux ans avant de procéder à la rectification chirurgicale des organes génitaux externes, opération irréversible à laquelle on ne procède que lorsque la personne a pu trouver son équilibre en s'insérant dans la société sous la personnalité à laquelle elle aspire.

Insertion sociale

Le transsexuel se trouve, dans sa vie sociale, familiale et professionnelle, confronté à des problèmes très nombreux dus aux tabous existants actuellement :

- incompréhension pouvant aller jusqu'au rejet par la famille ou par les anciennes relations du transsexuel ;

- difficulté à trouver un emploi du fait de la différence qui existe entre l'aspect physique de la personne et son état civil matérialisé par le numéro de Sécurité sociale ;

- difficultés possibles en cas de contrôle d'identité par les autorités policières du fait que la loi interdit le travestissement en dehors du Mardi gras et de la Mi-Carême !

Situation juridique

Toutes ces difficultés résultent de la situation juridique du

transsexuel. En effet, si dans certains pays d'Europe, la loi permet la modification de l'état civil du transsexuel, il n'en est pas de même en France et cette modification se heurte au principe de l'indisponibilité de l'état des personnes. Quelques tribunaux ont toutefois admis la modification de l'état civil de transsexuels, mais ce sont des cas d'espèces et les refus sont encore trop nombreux. Une proposition de loi a pourtant été déposée par le sénateur Caillavet, mais elle s'est heurtée à de nombreuses oppositions, y compris dans les milieux médicaux qui restent très réticents à ce problème.

Dans ces conditions, le transsexuel est très souvent marginalisé. Abandonné par son entourage, éprouvant les plus grandes difficultés à trouver un emploi, il est souvent conduit à une existence précaire et vit dans la crainte que sa situation ne soit découverte. Certains trouvent des moyens d'existence dans le monde du spectacle... qui exploite leur particularisme. D'autres n'ont que le recours à la prostitution. Ce sont ces cas qui sont considérés comme représentant l'ensemble des transsexuels par les médias avides de sensationnel, passant sous silence ceux qui peuvent exercer une profession libérale ou qui ont pu avoir la chance d'être admis tels qu'ils sont.

MARTINE et NICKY
(« Décharge publique »)

Dis moi comment tu bouffes...

L'E premier principe de la démarche anarchiste est de soumettre à un doute méthodique et à une critique approfondie tous les éléments de notre vie quotidienne, que ce soit dans nos rapports au boulot et à l'exploitation que nous y subissons, que ce soit dans les relations hommes/femmes, parents/enfants, dans notre habitat, dans l'enseignement, dans la médecine...

Toutes les institutions sont orientées vers la reproduction *ad vitam aeternam* de l'aliénation et de l'oppression existante, inhérente au système capitaliste et à l'Etat. Et c'est pour cette raison fondamentale que les anarchistes, s'ils se sont toujours situés sur le terrain de la lutte des classes, de la lutte syndicale, n'ont pas pour autant mis au placard leurs critiques des autres formes de l'aliénation.

L'histoire de l'anarchisme, c'est aussi l'histoire de ces hommes et de ces femmes qui se sont battus, bien avant la vague alternative de l'après-68 pour la conception féminine et masculine, pour le droit à l'avortement, pour l'égalité des sexes, pour l'éducation libertaire, pour l'écologie... Un de ces combats pour la « révolution au quotidien » a porté depuis bien longtemps sur l'alimentation.

Bien des compagnons ont, dans ce domaine, joué le rôle de précurseurs des organisations de consommateurs. Et si la façon de s'alimenter se retrouve aujourd'hui mise au rang de préoccupations importantes de notre société, c'est bien là le fruit de la lutte de nombreux organismes qui pensent que, pas plus que l'armée, l'école ou la médecine, l'alimentation ne saurait se parer du manteau de la neutralité.

Nous nous arrêterons un peu plus longuement sur le végétarisme. On a toujours trouvé dans le mouvement anarchiste des compagnons pour prôner un tel type d'alimentation, cela ne date pas d'hier. Et cela pour de multiples raisons qu'il serait quand même dommage de balayer d'un revers de main comme d'autres ricanent

d'une façon grasseyante à la vue d'une manif de femmes.

Qu'est-ce qui peut donc aujourd'hui pousser à choisir un tel type d'alimentation ?

La surconsommation de viande, telle que nous la vivons aujourd'hui dans les pays industrialisés, est une aberration pour la santé. Nombre de maladies cardiovasculaires proviennent de cette alimentation déséquilibrée (1).

La condition animale ? Oui, bien sûr, cela peut faire sourire ! Nous serions trop habitués à nous occuper de nos compagnons massacrés dans les prisons chiennes pour nous arrêter à ce problème. Il est bien évidemment hors de question de sombrer dans un misérabilisme sentimental de petites vieilles ou de coller aux campagnes de B.B. Pour autant, n'oublions pas la condition faite aux veaux, poussés aux hormones, qui ne voient jamais la lumière, prisonniers dans une cage dans laquelle ils ne peuvent tenir debout... et les batteries de poules, les égorgements de porcs. Pour nous, tout être vivant a droit au respect, animal comme être humain (à part, bien sûr, Mme Thatcher !).

Les relations avec le tiers monde ? C'est bien là, aujourd'hui, le point essentiel qui motive sinon le végétarisme du moins une baisse sérieuse de notre consommation de viande. Faut-il rappeler que la surconsommation de viande des pays occidentaux se traduit pour le tiers monde par une culture intensive de céréales destinées à engraisser notre bétail au dépens des cultures locales nécessaires à l'alimentation de ces populations. Quelques chiffres : pour nourrir un carnivore, par cadavre d'animal interposé, il faut un demi-hectare de terre. La même surface nourrit cinq végétariens, l'intermédiaire animal étant supprimé.

Pour nourrir les animaux élevés en batterie dans notre pays, nous importons entre autres annuellement plus de 300 000 tonnes de soja du Brésil, alors que la population du nord-est de ce pays souffre de famine

endémique. Si les quelques quatre cents millions de tonnes de céréales qui servent à nourrir et à gaver les animaux des pays industrialisés étaient consommées directement, elles pourraient nourrir plus d'un milliard d'êtres humains.

Un dernier mot enfin : l'idée reçue du déséquilibre alimentaire en raison d'une non-consommation de viande est une ânerie. Des centaines de milliers de personnes se passent aujourd'hui volontairement très bien de viande sans connaître le moindre problème de santé ; bien au contraire, même. Les protéines animales se trouvent aussi dans les œufs, le lait, le fromage... Le végétarisme pousse à une recherche, à une réflexion sur l'alimentation pour équilibrer ses repas, pour doser le nombre de protéines animales nécessaires et refuse par là même l'attitude de consommateur passif qui ingurgite n'importe comment ce qui tombe au fond de son assiette.

Pour conclure, nous dirons donc que le végétarisme ou la diététique, pas plus que l'écologie, le féminisme, l'antimilitarisme ne sont des solutions en soi aux problèmes sociaux, bien évidemment. Mais une révolution qui ne se contenterait que de transformer la société sous l'angle des rapports économiques serait une révolution condamnée à l'échec. C'est donc dans la globalisation des problèmes spécifiques au sein de l'organisation anarchiste que se situe la chance de la révolution sociale. Aucun problème, aucun aspect de notre vie n'est mineur. Le combat contre l'aliénation se doit d'être partout : à l'usine, à l'école, au plumard ou au fond de la casserole !

PATRICK
(Gr. d'Angers)

(1) La bouffe bio est à l'ordre du jour de plus en plus d'individus, malgré les profits importants réalisés sur la vente, souvent chère, des produits bio par un certain nombre de circuits de distribution (il est toujours possible de créer une coopérative de consommateurs pour s'approvisionner directement chez le producteur. Sur Angers, l'A.C.A.B.A., coopérative de ce type, regroupe aujourd'hui plus de six cents personnes).

BILAN DE CINQ ANS DE GOUVERNEMENT

Les socialistes et l'armée

Nous refuserons toute livraison d'armes aux gouvernements racistes et fascistes. La France doit vendre des produits alimentaires plutôt que des armes.

François Mitterrand (Le Monde, 5/04/81)

La France peut devenir le leader des pays non alignés en matière de vente d'armes.

Charles Hernu (usines Creusot-Loire, 3/04/82)

ES deux phrases, d'une philosophie toute différente, concernant les ventes d'armes, traduisent bien le cheminement des socialistes à un an de différence. Entre temps, il y avait eu mai 1981 et l'arrivée au pouvoir.

Cet itinéraire, pavé de reniements, d'illusions et de rouerie, illustre bien la dichotomie profonde des socialistes. Tel Janus et ses deux visages, il y a (ou il y avait) une gauche humaniste des droits de l'homme et une autre, plus réaliste et prête à gérer le capitalisme au mieux de ses intérêts, enveloppant sa pratique libérale sous une morale inter-classiste d'inspiration chrétienne. Le masque qu'elle avait adopté dans l'opposition est tombé, ne surgissant que très timidement lors de l'affaire du Rainbow Warrior.

Les élections permettent quelque fois de faire un bilan : c'est le cas de celles de mars 1986, profitons-en donc pour analyser plus spécifiquement les relations que les socialistes ont entretenues avec l'armée et l'action qu'ils ont menée dans ce domaine pendant ces cinq années de gestion de l'Etat.

Les prémices

Le cheminement des socialistes vers plus de « réalisme » gestionnaire ne date pas, en fait, de leur arrivée au gouvernement. Un exemple symptomatique est apporté par le ralliement du parti à la force de frappe nucléaire. En 1972, le programme commun de gouvernement signé avec les communistes annonçait « la renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit, et l'arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française. »

Mais en 1978, les 7 et 8 janvier, lors d'une convention du Parti socialiste, émerge une motion mi-chèvre mi-chou qui se déclare pour le « maintien en état » de l'arme nucléaire tout en créant les conditions d'une alternative à la défense nucléaire. Diable !, il faut encore donner des gages de bonne volonté aux militants socialistes antinucléaires. Les choses seront plus claires en 1980, car le projet socialiste se déclare favorable à la « modernisation » de l'arme nucléaire.

En fait, au niveau directeur du P.S., l'accord s'était fait bien plus tôt entre les différents courants. Dès le 10 juin 1976, une note confidentielle remise aux membres du bureau de la commission de défense affirme : « (...) un consensus unanime s'est dégagé sur les idées suivantes : il ne convient pas de soumettre notre décision (de défense) aux Etats-Unis ou à qui que ce soit d'autre. La logique de cette affirmation, c'est que nous devons avoir une politique d'armement raisonnable : d'où le problème de la force nucléaire. Mais le P.S. n'est pas encore prêt pour l'admettre... » (1). C'était ainsi faire le choix d'une défense indépendante, et

nationale, admettre l'armement nucléaire et rejoindre les thèses gaullistes. Mais les militants n'en savaient encore rien, il fallait du temps pour les préparer.

Un outil de cette préparation et de l'évolution du Parti socialiste vers une notion de défense plus proche des thèses militaristes sera la commission de défense où siègent entre autres un certain Charles Hernu (tiens ! tiens !) et un certain Chevènement (tiens ! tiens !). Construire une organisation socialiste de la défense sera leur œuvre, parfois en soulevant des réticences notables. « S'il était bon que les camarades de la commission de Défense nationale fassent avancer la réflexion dans un domaine où la gauche restait faible, on a parfois l'impression qu'au lieu de créer un groupe socialiste de pression au sein de l'armée, on a fini par créer un groupe de pression militaire au sein du P.S. » (Dominique Taddei, Faire n°21-22,

juillet-août 1977). Excellente question, n'est-ce pas ?

Au royaume des promesses

A travers les différents textes, souvent contradictoires, livrés par les instances du P.S. (travaux de la commission de défense, propositions parlementaires, documents publiés par le Mouvement de la jeunesse socialiste, promesses personnelles de François Mitterrand), on pouvait distinguer cinq sortes de promesses :

- abandon du camp du Larzac ;
• suppression des Tribunaux permanents des forces armées ;
• démocratisation du service national et amélioration des conditions de vie des appelés ;
• moralisation des ventes d'armes ;
• divers points dont la suppression du cumul pour les militaires de la retraite et du salaire d'un emploi civil.

Si le premier point est bien tenu, il en loin d'être de même pour les autres. En fait, les socialistes vont s'efforcer de gommer les aspects trop intolérables pour faciliter la bonne marche de la machine, sinon améliorer son fonctionnement. Chaque fois que les socialistes se heurtent au lobby militaire sur une question de principe, il feront toujours au bout d'un laps de temps variable le choix du renoncement.

C'est le cas pour la démocratisation du service national, le service militaire à six mois, la moralisation des ventes d'armes ou le cumul militaire. Le Mouvement de la jeunesse socialiste proposait avant 1981 entre autres, la « Liberté d'opinion et d'information. Les soldats pourront lire



librement les journaux et les livres de leur choix. » Mais le 5 août 1981, le ministère de la Défense réinterdit par circulaire confidentielle neuf publications dans les casernes.

Quant aux ventes d'armes, il est utile de se souvenir que François Mitterrand en juin 1981, avant de visiter le salon de l'aéronautique du Bourget, avait exigé que les avions soient désarmés et que disparaissent les bombes, missiles et autre armement exposés. Cependant, en quatre mois, le gouvernement Mitterrand a vendu presque autant d'armes que le gouvernement Giscard en un an (pour 27 milliards de francs). Toujours plus, les records de ventes vont se succéder : 1982, 41,6 milliards de francs ; 1984, 61,8 milliards. A ce prix-là, les airs de jeune vierge effarouchée ne sont plus de mise.

Quelques mois après l'arrivée de la gauche au gouvernement, Pierre Mauroy prétend mettre fin au cumul de la retraite et d'un salaire lucratif pour les militaires. Brève passe d'arme avec le lobby militaire : le Parlement vote en définitive une timide taxation (5%) de l'emploi civil. Il s'agit de « solidarité nationale », nous dit-on. Il est vrai qu'avec le nombre de chômeurs et de T.U.C., ce cumul apparaît bien peu « solidaire ». L'armée s'inquiète de nouveaux projets ! On l'a rassuré immédiatement par la bouche de Mme Edwige Avice : « Elle a précisé que les conditions du prélèvement étaient d'une portée limitée puisqu'elles ne s'adressaient qu'à des personnes âgées de plus de soixante ans. En outre les taux maximums ne s'appliquaient que lorsque le salaire dépassait (...) 11 000 francs. Très peu de militaires seront donc, en fait, concernés par cette mesure. » (Armées d'aujourd'hui, novembre 1985). Ouf !

améliorent quelque peu le sort des appelés, trois présentent une importance plus grande et permettent de mieux apprécier le « changement ».

Il s'agit de la suppression de la Sécurité militaire et de la création d'un service Protection-Sécurité-Défense (P.S.D.) ayant à peu de choses près la même fonction que la défunte S.M. On supprime également les T.P.F.A. pour les remplaçant par des « chambres spécialisées » dépendant de tribunaux de droit commun. Les réfractaires ont pu apprécier, depuis, l'importante modification.



L'astuce était de conserver le code de justice militaire inchangé et de faire appliquer les mêmes peines à des juges civils (la refonte du code était prévue pour 1983-1984 ; aux dernières nouvelles : rien à l'horizon !). Sans oublier que ces T.P.F.A. seront immédiatement rétablis en cas de guerre (les futurs fusillés pour l'exemple apprécieront !).

Autre nouveauté, la modification du décret de Brégançon et les améliorations du statut des objecteurs de conscience. Si le programme commun de gouvernement prévoyait que « les objecteurs de conscience (...) seront traités de telle sorte que leur option ne les favorise ni ne les pénalise par rapport aux autres jeunes gens », la réalité des mesures est bien différente.

Les premières initiatives

Pour des raisons d'ordre économique évidentes, les socialistes ont oublié la promesse de réduction du service militaire à six mois (risque d'accroître le nombre de chômeurs), ils rallongeront même la sauce pour les volontaires d'un service plus long ; aussi ils vont tenter d'améliorer les conditions de vie des appelés. A l'automne 1981, Charles Hernu annonce trente mesures qui touchent le relèvement du prêt, sa hiérarchisation (1), la création d'une prime de service en campagne, l'augmentation des crédits pour la rénovation des casernes... A côté de ces mesures strictement corporatistes, qui

objecteurs insoumis) et de contestation des appels du service militaire. Par le système de la carotte et du bâton, ils vont réussir à débloquer la situation : amnistie et réforme d'un côté, menace de la répression de l'autre (grâce aux outils qui demeurent en état de marche).

En ce qui concerne les appels du service militaire, les améliorations des conditions de vie et l'environnement économique (chômage) vont suffire à liquider un mouvement de revendication basé essentiellement sur des volontés de réforme corporatistes.

dernier ressort sur l'armement nucléaire, mais sur le jeu combiné de trois forces : la force de mobilisation populaire, la force d'appui et d'intervention, la force nucléaire stratégique. »

Confrontés à la réalité économique (la France n'a pas les possibilités d'entretenir une force nucléaire qui doit sans cesse être modernisée et des forces conventionnelles), les socialistes vont être amenés à effectuer des choix qu'ils avaient repoussés auparavant les différents gouvernements de droite. Ils choisiront donc de renforcer et de moderniser les forces nucléaires (avec une priorité à la composante maritime) au grand dam de l'armée de terre. En ce qui concerne la constitution d'une force d'appui et d'intervention, il semble que la création des F.A.R. (Forces d'action et d'assistance rapide) réponde à ce besoin.

Mais l'intérêt essentiel du projet socialiste consistait en cette conception d'une force de mobilisation populaire. Cette idée jauresienne de la défense vise à faire de chaque citoyen un soldat, mais pour que celle-ci soit applicable il faut réunir un certain nombre de conditions :

- que le citoyen se sente personnellement concerné par la défense du territoire ;
• qu'il existe des groupes militaires de base, noyaux de la nouvelle organisation de défense fonctionnant au niveau du département, composés d'appelés se connaissant ;
• que le service militaire, devenant simple période d'instruction et de formation de base, soit réduit afin de permettre l'instauration de périodes de rappel ;
• que les réservistes puissent être mobilisés et opérationnels dans des délais très rapides.

Cette conception de la défense, qui pourrait nous paraître assez sympathique de prime abord puisqu'elle se rapproche beaucoup de l'idée anarchiste du peuple en arme, bute évidemment sur plusieurs écueils que l'on peut résumer par les interrogations suivantes : que défendre ? pourquoi ? et comment ? (la hiérarchie et l'organisation autoritaire demeurant).

On peut dire que cette conception de défense a reçu un début d'application par la mise en place des différents protocoles d'accord entre le ministère de la Défense nationale et divers autres ministères. Ces multiples tentatives de rapprocher l'armée de la nation ont été bien plus loin que les précédentes actions des gouvernements précédents pour présenter de l'armée une meilleure image. On peut également rapprocher de ce souci de bâtir un citoyen-soldat la réintroduction dans les écoles d'une instruction civique « new look » (de gauche), et le consensus passif qui a entouré l'envoi de soldats français au Tchad et le sabotage du bateau de Greenpeace effectué par la D.G.S.E.

Si des impératifs économiques et des blocages institutionnels ont évité une plus complète instauration de cette organisation socialiste de la défense, il demeure que le danger persiste et que les antimilitaristes doivent lutter contre cette « militarisation » rampante des esprits.

En concluant cet article, bien long au demeurant et comportant malgré tout des lacunes, on ne peut hélas ! que constater que le bilan de cinq ans de gouvernement socialiste se traduit dans ce domaine par une modernisation et une plus grande efficacité de l'outil militaire.

PASCAL BEDOS (Gr. Sacco-Vanzetti)

(1) Pascal Krop, « Les socialistes et l'armée », éditions P.U.F. Sources : « Avis de Recherche », « Objections », « Le Monde », « Armées d'aujourd'hui », « Armée nouvelle », « Le service national » de la commission armée du M.J.S., « Réflexions et propositions du Parti socialiste sur le service national » d'avril 1981.

société

JUSTICE

Autant de boulets

« PLUS de prisonniers pour dettes, plus de contrainte par corps ; abolissons les vieux restes de la loi romaine, des douze tables et du servage du Moyen-Age ; abolissons enfin la tyrannie de la richesse sur la misère. »

Bientôt la fin du tunnel pour Badinter ? Il a échoué ! Il le sait. Veut-il encore convaincre du contraire ? Il avait tout promis. Des réformes à l'appel (en assises). L'homme parlait, se savait ministre, un jour vous verrez... Il n'aura pas eu le courage de partir. Pas même celui-là. Lamentable ! D'ailleurs l'homme l'est. Forcément.

Pour s'inquiéter de le voir rater sa sortie, pour le regretter, il y aura — nombreux — les abolitionnistes d'un lendemain de 10 mai. Ceux-là n'ont jamais vu « la prison derrière la peine de mort. Pourtant, un exemple, un dernier, pour le doute... »

La contrainte par corps. Abolie en 1793, puis de nouveau en 1848, elle a toujours été rétablie. L'Etat reste le seul créancier qui se paie encore sur les personnes.



Abolie, partiellement, en matière civile, commerciale et pour les étrangers en 1867, elle reste prévue dans le nouveau code de procédure pénale (ce catalogue d'espoirs trahis), et demeure ce scandale dénoncé en son temps (1) par Badinter. On avait presque oublié. La mémoire courte sans doute...

Contrainte par corps. La formule à l'âge du vieux monde. Hors du temps. La procédure a pourtant l'automatisme d'une évidence. Et réciproquement. Comme une tombe que l'on ferme. Comme un dossier se boucle au commissariat du coin. Si l'on n'a pas voté fric, on vous aura au moins, vous, au frais ! Au frais de qui, au

fait ? La bêtise change de camp.

La contrainte par corps, c'est la prison pour dette. Pour dette envers l'Etat. La force tranquille du scandale. Comme celui, définitif, du casier judiciaire. Ou comme cet autre, hypocrite, de l'interdiction de séjour.

Autant de boulets pour la réinsertion. Quoi que dise et quoi que pense M. ... Au fait, la citation qui ouvre cet article est extraite d'un discours de Danton à la Convention le 10 mars 1793. Etonnant ! non ? Le mois de mars ne passera pas l'hiver et c'est tant... PATRICK MAREST

(1) Dans son livre intitulé « Liberté, liberté ».

Aude : zone sinistrée ?

M. COUPIN, directeur de la branche uranium de la Compagnie générale des matières nucléaires (C.O.G.E.M.A.) et M. Berville, responsable de la recherche, ont donc annoncé lors de leur passage à la division minière de La Crouzille, près de Limoges, que la mine d'uranium de Tréville sera construite et que les travaux seront achevés au début de 1990.

Ces deux responsables techniques, aux ordres du profit et de la rentabilité idiote (rappelons-nous que nous sommes depuis des années en état de surproduction délirante quant à l'électricité), ont également précisé que dans un premier temps une mine à ciel ouvert est prévue et qu'ensuite on passera à l'exploitation souterraine de 1 000 tonnes de ce minéral, à la cadence de 100 à 150 tonnes par année d'exploitation. Enfin, ce qui était également prévisible a été confirmé par M. Coupin : une usine de pré-traitement sera installée afin de nettoyer l'uranium qui sera ensuite expédié par chemin de fer à Lodève (Hérault).

Ces déclarations ont bien évidemment fait l'effet d'une

bombe dans l'ouest audois. Les maires des communes concernées ont immédiatement dénoncé cette décision, notamment M. Calmès (C.P.F.) qui s'est insurgé devant l'autoritarisme de la C.O.G.E.M.A., l'ayant négocié dans l'ombre et le secret l'implantation de cette mine d'uranium.

Les syndicats agricoles, bien que précipités par les événements, ont aussi critiqué sans réserves la mise en route d'un chantier inutile et dangereux (voir M.L. précédents).

Encore une fois, la démocratie fait la preuve de son inutilité : malgré la mobilisation de la population majoritairement hostile à ce projet, malgré les protestations des élus municipaux ou syndicaux, les « galeux » de la C.O.G.E.M.A. ont pris une décision arbitraire et surtout criminelle quand on sait que la région sera véritablement anéantie par l'extraction de ce minéral rare — surtout pour les militaires !

De toute manière, la contre-information a suffisamment porté ses fruits pour que les habitants de Castelnaudary et des environs se mobilisent sur le terrain de la future mine et que des actions de masse et spectaculaires anéantissent à jamais les projets apocalyptiques des « fêlés » du nucléaire.

ROGER LE GUEN

ITALIE

Le crime a compris la nécessité de l'organisation spécifique

L'ETAT italien veut enfin affronter la mafia ! Permettez nous d'en douter ! Car enfin, s'il était vraiment dans ses intentions d'y procéder, il emploierait les mêmes méthodes que Mussolini. Qui, lui-même comme le préfet Mori, s'inspirait des méthodes mafieuses.

L'impuissance maladroite des juges instructeurs de Palerme témoigne de deux faits. La mafia (Cosa Nostra est le mot le plus approprié) ne disparaîtra pas car, Etat dans l'Etat, au cœur et contre l'Etat, il faudrait éliminer dans un premier temps tous les rouages de la machine, de l'uomo d'onore au capo en passant par le chef de clan. Ça fait du boulot ! Dans un second temps, éliminer cette société civile en s'attaquant à ses agents qui participent à l'exercice du pouvoir légal ; travail (sic) herculéen.

Tout ceci nécessite, nous nous faisons là l'avocat du diable, de la peste et du choléra réunis, un Etat fort qui fonde sa légitimité d'Etat de droit par la violence institutionnalisée et un terrorisme légalisé. Le fascisme mussolinien était, à sa manière, une mafia ; de par sa nature et ses méthodes. Ne pouvant tolérer une telle concurrence, il porta le fer contre la Cosa Nostra sicilienne, au mépris de la loi bien évidemment (les lois sont faites pour être enfreintes). Une guerre de clans en quelque sorte.

La société contre l'Etat

Raisonnement simpliste qui pourrait se plaquer sur une réalité toute aussi simple. Mais ce n'est pas le cas. La Cosa Nostra, principalement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a structuré sa participation dans l'Etat italien. Pendant trente ans, la Démocratie chrétienne s'est identifiée avec l'Etat. En Sicile, la Cosa Nostra s'est identifiée avec la Démocratie chrétienne. Mathématiquement, il est à conclure que la Cosa Nostra et l'Etat sont une seule et même chose !

Le rôle politique de la mafia dans la direction de la région (la Sicile) et de l'Etat est l'aboutissement d'une substitution dans le cours de la lutte des classes. Une comparaison s'impose. De la même façon que la bourgeoisie naissante française a confisqué à son profit la Révolution française, se donnant ensuite le moyen — l'Etat-nation — d'exercer sa domination, la mafia sicilienne s'est substituée aux élites italiennes.

Bourgeoisie locale, profondément ancrée dans ses traditions, la mafia contrôlait et contrôlait encore la Sicile, région autonome, politiquement et économiquement, au sein de l'Etat italien. La mafia, par le phénomène de la délégation de pouvoir, par son emprise sur les affaires de la région (et de l'Etat) est le garant du droit pour la très grande majorité des Siciliens. Pourquoi voulez-vous qu'un habitant de Palerme attende de l'Etat italien quelque chose que la mafia génère, contrôle, maîtrise, garantit, punit ? La Cosa Nostra contre l'Etat, commensal qui défie les valets de l'Etat italien. En ce sens, la mafia est une subversion permanente, un danger continué pour les tenants du pouvoir.

Complicité à tous les niveaux

Il faut faire la peau à ce préjugé qui veut que la Cosa Nostra soit une multinationale du crime, parallèle et antagoniste à la société civile « officielle ». Car, la mafia est au cœur de l'Etat, se confond avec lui. Nous avons vu qu'elle s'est identifiée avec la Démocratie chrétienne (elle le fait toujours d'ailleurs). Parmi les 474 inculpés dans ce procès-montre, il y a Vito Ciancimino, ancien maire démocrate-chrétien de Palerme. Les notables siciliens démocrates-chrétiens, avocats, maires, ministres, sont la République. Ils sont les décideurs d'aujourd'hui. Ils font partie de la mafia et les quelques individus intègres, purs, idéalistes qui voudraient rompre la complicité tacite, dénoncer le silence coupable du Nord envers le Sud, des politiciens de Rome à l'égard de leurs homologues de Sicile, se sont fait écrasés, voire éliminés.

Le « mal » n'est pas circonscrit à la Sicile. Il est à Rome, Milan, Naples. La peur, la connivence, la solidarité d'intérêts brisent toute volonté, toutes les tentatives de ces petits juges d'instructions, maires communistes, journalistes qui s'efforçaient de dévoiler les liens serrés qui unissent les mafiosos, les personnalités politiques, les services secrets italiens, le fascisme, le Vatican, la justice. Tenter de dénouer et remonter les ramifications de cette délinquance organisée, c'est hypothéquer une retraite bien méritée. Gaetano Costa, procureur de la République de Palerme, voulut maintenir un mandat d'arrêt contre Spatola, ami de Sindona (banquier du Vatican). Un avocat de Palerme, informé de l'obstination de

Costa, lui aurait dit en le croisant : « Tiens, un cadavre qui marche ! » Costa fut tué par la mafia le 6 août 1980 à Palerme.

Les rapaces entre eux

Les relations que la mafia entretient avec le monde politico-financier ne s'arrêtent pas au blanchissage des narcos-dollars (produits du trafic de l'héroïne) ou à l'utilisation frauduleuse des fonds publics. L'entretien d'un terrain de culture propice au développement des activités de la Cosa Nostra amène à conclure, sinon acheter, des « contrats tacites ». Trahir un contrat conduit à s'exposer à des représailles. Il en serait ainsi de l'assassinat du général Dalla Chiesa, super-préfet investit de pouvoirs spéciaux et chargé de lutter efficacement contre le syndicat du crime.

Il en serait de même pour Calvi, président de la Banco Ambrosiano, retrouvé « pendu » aux arches du pont des Blackfriars à Londres. Cette dernière affaire met en lumière les relations organiques qui perdurent entre une internationale fasciste dont l'intermédiaire obligé serait Stephano della Chiaie, valet de Licio Gelli, grand maître de la Loge P.2, lui-même très lié à Michele Sindona, Sicilien, grand argentier du Vatican, soutenu par Monseigneur Marcinkus, « patron » de l'I.O.R. (banque de dépôt du Vatican). Et l'on passe sur la participation de plusieurs cadres des services secrets italiens (S.I.S.D.E. et S.I.S.M.I.) aux scandales de la Loge P.2 et celle de personnalités politiques de renom à des opérations d'évasion fiscale, pots de vin, projets de coup d'Etat, de déstabilisation...

Etat dans l'Etat, la Loge P.2 l'est au même titre que la mafia. L'industrie de la drogue, le recyclage des centaines de millions de dollars nécessitent l'utilisation maîtrisée des circuits financiers, des techniques de change. Pourquoi, dès lors, ne pas se servir des compétences des hommes de la Loge P.2 ?

Que l'Etat italien fasse mine de s'étonner sinon de s'indigner du terrorisme mafieux, nous conforte dans notre opinion. Il ne s'agit là que de réactions d'une classe soucieuse de ne pas voir s'échapper une inanne. L'argent de la corruption, de la drogue, des ventes d'armes aux mains de l'appareil d'Etat ou de la mafia, quelle différence ?

HERVÉ

GRANDE-BRETAGNE

Murdoch donne une leçon à Hersant

L'EXTRÊME nocivité des « Employment acts » (Prior 80, Tebbit 82), puis du « Trade Union act » (1984), n'en finit plus de se faire sentir. Le Monde libertaire, lors de la grève des mineurs britanniques, analysait l'offensive du gouvernement Thatcher et du N.C.B. (Charbonnages) comme l'aboutissement d'une longue préparation, législative comme technique. Ces lois clairement antisyndicales, pondues sans grande opposition du T.U.C. (Trade Union Council, confédération intersyndicale), ont considérablement amoindri les pouvoirs de mobilisation et de négociation des syndicats, aidant Mc Gregor à se défaire des mineurs en grève (séquestration des fonds du N.U.M., innombrables amendes...).

Dans le conflit qui oppose depuis peu les syndicats du Livre anglais et Rupert Murdoch, les mêmes causes entraînent les mêmes effets. Murdoch exploite toutes les failles, toutes les possibilités que lui autorisent ces lois pour emporter le morceau. Un petit retour en arrière s'impose. Murdoch, propriétaire de nombreux titres de presse en Australie, l'est également du quotidien anglais Times, du Sun, News of the World, Sunday Times. Apparaissant installés Fleet street, Murdoch et son équipe décidèrent, il y a peu, d'implanter ses locaux rédactionnels et d'impression dans un nouveau complexe, celui de Wapping (banlieue est de Londres).

Devant les conditions inacceptables du transfert — arbitraire le plus absolu —, les ouvriers du Livre représentés par la S.O.G.A.T. 82, l'A.U.E.W., le N.U.J. et le N.G.A. se mirent en grève. La réaction

du patron ? Pas de quartier ! Cinq mille licenciements furent prononcés. La S.O.G.A.T. 82 se taillant (si l'on peut s'exprimer ainsi) la part du lion avec quatre mille cinq cents licenciés.

Cette opération est motivée par le fait que Murdoch, que ses banquiers empêchent de dormir sereinement, prévoit de financer — par des économies — son expansion aux Etats-Unis. Sa société, News Corporation, prendra bientôt le contrôle de six stations de télévision appartenant à Metromedia Corporation. Cet achat lui coûtera la peau des fesses (1,5 milliards de dollars), d'autant plus que le renforcement de sa participation (à 50%) dans la Twentieth Century Fox lui a coûté 325 millions de dollars. Sa banque, la Citycorp, en avançant 670 millions de dollars, posa des conditions draconiennes. Les calculs prévisionnels ont amené Murdoch à émigrer à Wapping ; ce déménagement devant lui faire gagner 70 millions de dollars par an. Voilà pour le business !

Le « dégraissage » des 5 000 ouvriers témoigne de la faiblesse actuelle du mouvement syndical britannique. Au bord de l' inanition, il ne put qu'entraîner légèrement l'impression et surtout la distribution de la presse Murdoch. Car, et cet aspect est tragique, une fournie de « jaunes » se sont rangés dans le camp des salauds. Murdoch, par l'intermédiaire de la T.N.T. (Thomas National Transport) dont il possède le contrôle, assure lui-même la distribution. Il s'est désengagé d'un contrat avec les chemins de fer britanniques de peur des répercussions sur la distribution. Idem pour les postes. La

T.N.T. assume pour l'instant le travail de 1 000 employés pour les British Railways, 1 000 pour les postes ! Les piquets de grève maigrichons (renforcés, il faut le souligner, par les mineurs du Kent) arrivent à peine à gêner la diffusion des titres.

Le pire est à venir... La S.O.G.A.T. 82 s'est vu confisquer ses fonds (17 millions de livres). Le mot d'ordre qu'elle a lancé à tous ses membres (sabotage de la distribution) est illégal au regard des « Employment acts » de 1980. Il lui fut demandé de retirer ses instructions, ce qu'elle refusa de faire. Une amende de 25 000 livres et la confiscation, telle fut la punition.

Le clou fut enfoncé cette fin de semaine dernière par la confiscation des fonds (17,5 millions de livres) de la N.G.A. (National Graphical Association) pour « mépris des décisions de justice et non-respect des dispositions en vigueur ». La N.G.A. a lancé également un mot d'ordre à ses adhérents, le même que celui de la S.O.G.A.T. 82. Considéré comme forme secondaire d'action syndicale, cet appel aurait dû être entériné (selon les « Employment acts ») par une consultation électorale des adhérents, à bulletin secret. Cela n'a pas été fait, bien entendu... résultat : la saisie des avoirs du syndicat.

Nous en sommes là. Quoiqu'il en soit, le Monde libertaire tiendra ses lecteurs informés de cette lutte. Mais, avant toute chose, le boycott total de la presse Murdoch est nécessaire (Times, the Sun, Sunday Times, News of the World).

HERVÉ

BELGIQUE

L'hystérie anti-anarchiste bat son plein

DANS le cadre de l'enquête sur les Cellules communistes combattantes, Chantal Paternostre est toujours en prison. Ses conditions de détention s'aggravent continuellement. D'abord privée de courrier, puis de radio, changée de cellule presque quotidiennement, elle se trouve dans une situation d'isolement quasi complet.

Manifestation à Bruxelles le 27 janvier

C'est pour protester contre ces mesures d'isolement destinées à la faire craquer et à reconnaître sa participation au mouvement terroriste, ce qu'elle nie farouchement depuis le début, qu'un rassemblement s'est tenu le 27 janvier, à 12 h 30, devant le Palais de justice de Bruxelles.

Une centaine de personnes y ont participé dans le calme. Quarante-huit personnes ont été interpellées et relâchées quelques heures plus tard. A remarquer une intervention brutale de la police (le rassemblement était bien sûr interdit

en civil à l'égard de l'un des frères Alvarez (âgé de 15 ans), de Louis-Jean Carpentier (récemment libéré) et de sa sœur ; ils seront probablement poursuivis pour rébellion et n'ont pas été relâchés.

Les autres interpellés ont été libérés dans la soirée, après fichage (empreintes et photos), mesure exceptionnelle et guère légale, puisqu'il n'y avait qu'interpellation et non pas arrestation, justifiée par la lutte contre le terrorisme. Malgré la présence de quelques communistes, la plupart des interpellés étaient des sympathisants anarchistes. Il y eut également une perquisition chez l'un d'entre eux « n'ayant pas le type européen » (sic).

Radio Air-Libre en danger

Radio Air-Libre est une radio libre bruxelloise à laquelle participait notamment Chantal Paternostre. Dans la foulée, c'est toute la radio qui est violemment attaquée dans une certaine presse. Les arguments volent particulièrement bas. Quelques exemples...

Chantal animait justement une émission intitulée « Renversons les marmites », ce qui pour certains journalistes indiquait un lien évident avec les engins explosifs utilisés par les C.C.C. en forme... de cocottes-minutes. Il s'agissait en fait d'une émission féministe, ce qui donne à son titre un sens tout-à-fait différent.

Le journal *La Dernière Heure* révèle avoir entendu, à intervalles réguliers, sur Radio Air-Libre, des poèmes lus par Didier Chevolet, inculpé des C.C.C., alors que cette diffusion n'a jamais eu lieu. Le journaliste relevait particulièrement une phrase : « Je crois profondément en mon étoile », ce qui dénotait une référence évidente (!) à l'étoile rouge à cinq branches, symbole des C.C.C.

On reproche à cette radio d'avoir été jusqu'à présent trop peu inquiétée par la justice, alors qu'elle a bien été saisie trois fois et qu'elle a subi une perquisition infructueuse d'ailleurs. Cette « impunité » s'explique d'ailleurs : Radio Air-Libre est une des rares radios libres belges

à respecter le décret sur les radios locales (interdiction de la publicité, limitation de la puissance de l'émetteur).

Laissons donc Radio Air-Libre se définir elle-même : « Une radio d'expression fondée en 1980 par un groupe de personnes indépendantes de tout parti politique ou de tout pouvoir financier, dont le but était et est toujours de développer une contre-information politique, sociale et culturelle de manière vivante et concrète, loin des rons des radios commerciales et des "scoops" de la presse traditionnelle. »

« Radio Air-Libre n'est pas une radio anarchiste. Radio Air-Libre est une radio anarchiste, féministe, écologiste, portugaise, arabe, haïtienne, punk, hard-rock, rock, psyché, homosexuelle, pour les prisonniers, etc. »

« Radio Air-Libre est une radio de contre-information qui donne prioritairement la parole à ceux qui ne l'ont pas, ou si peu. »

Aussi a-t-elle réagi vigoureusement contre la campagne de calomnies dont elle est l'objet : « Affirmer (...) qu'il y

aurait eu concertation entre les C.C.C. et Radio Air-Libre ou une stratégie commune relève de la plus haute fantaisie, sinon d'une volonté délibérée de criminaliser toute voix discordante, de discréditer le travail que nous effectuons, chaque jour, pour accroître la liberté d'expression de tous. »

C'est justement pour cela que Radio Air-Libre risque actuellement des poursuites dont l'objectif ne pourrait être que son interdiction pure et simple. C'est aussi pour les mêmes raisons que Chantal Paternostre continue de croupir en prison.

Le *Monde libertaire* vous avait demandé de lui écrire pour l'aider dans cette épreuve. La mesure d'interdiction de courrier dont elle est l'objet (et qui semble d'ailleurs montrer qu'elle en avait « trop » reçu) rend inutile la poursuite de cette action. Aussi nous vous invitons à protester directement, par carte postale, auprès de : M. Jean Gol, ministre de la Justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, Belgique.

Relations internationales

ARGENTINE

Ford : deux jours d'autogestion

L'usine Pacheco de Ford, dans la région de Buenos-Aires, un puissant mouvement de grève s'est développé au mois de juillet dernier. Mais ce n'était pas une grève comme les autres. Protestant contre 33 licenciements, les quelques 3 000 ouvriers ont décidé l'occupation, puis ont redémarré la production par eux-mêmes.

Aujourd'hui comme hier : la répression

La multinationale Ford fait tourner ses usines en Argentine au ralenti depuis longtemps, comme celle de Pacheco qui tourne à 40% de sa capacité de production. Les dirigeants de Ford sont bien plus intéressés par la spéculation boursière que par le développement économi-

que. Aussi les licenciements se succèdent et illustrent parfaitement la politique générale menée par le président Alfonsín.

Tandis que l'Eglise prêche la conciliation des classes, que la C.G.T. garde le contact avec le patronat, les ouvriers sont plus de 3 000 (sur les 3 500 que comptent l'usine) à se lancer dans l'action, mettant en place un comité de lutte émanation directe de l'assemblée générale réunie quotidiennement.

Le patronat pouvait tolérer la grève ; l'occupation devait se solder par une évacuation un jour ou l'autre ; mais la remise en route des machines par les ouvriers eux-mêmes était inacceptable, puisqu'elle risquait de montrer trop clairement que le patron n'était pas utile au fonctionnement des usines.

Le ministre de la Justice invoque aussitôt l'article 6 de la loi de Sécurité nationale, cette même loi qui servit à Videla pour imposer sa terreur ; un millier de policiers, cinq hélicoptères, des véhicules anti-émeutes, sans compter l'utilisation des services d'espionnage de l'armée qui se mirent à pister les militants et à intimider leurs familles : voilà ce que l'Etat déploya pour mettre fin par la force à ce qu'il considérait, à juste titre, comme une « entreprise de subversion ».

Les leçons d'une lutte exemplaire

Les ouvriers en lutte ont pu voir où se trouvaient leurs alliés et leurs ennemis. Le soutien est venu d'entreprises voisines, de quelques groupes politiques et particulièrement des anarchistes. La C.G.T., le patronat, l'Eglise, le gouvernement se sont ligüés pour abattre un mouvement qui mettait en péril le système d'exploitation qu'ils s'efforcent de consolider.

Finalement, l'autogestion chez Ford n'aura duré que deux jours, mais deux jours pendant lesquels les ouvriers ont réalisé la démonstration de l'inutilité du patron pour faire fonctionner une entreprise, démontrant ainsi que ce mode de fonctionnement ne porte pas atteinte à la productivité.

Devant un rapport de forces aussi inégal, l'occupation cessa (les grévistes obtiennent toutefois l'annulation des licenciements, motif premier du mouvement). Cette grève menée par la base, décidée et discutée par les travailleurs eux-mêmes, en dehors des bureaucrates syndicaux, démontre les possibilités de l'action directe. Avec de telles luttes, c'est la conscience des travailleurs qui progresse.

Il en faudra bien d'autres encore pour y parvenir, mais cet

exemple est un premier pas qui remet en cause l'équilibre fondé sur la collaboration de classes entre le pouvoir et le syndicat C.G.T. imprégné de péronisme.

Dans une autre usine, Volcan, occupée le 1^{er} juillet, le patronat avait cédé aux revendications quatre jours plus tard. L'action directe, ça paye !

D'après « La Protesta »

PAYS-BAS

Camping international du 15 au 19 mai

DEPUIS 1933, un rassemblement anarchiste a lieu (presque) chaque année à Appelscha (à environ 20 km de Assen, en Hollande). Cette manifestation est organisée dans sa totalité à l'intérieur du terrain de camping « Tot Vrijheidsbeginning » (Vers la conscience de la liberté) et dans ses alentours.

Lors des dernières rencontres qui eurent lieu en mai 1985, se manifesta le désir d'échanges d'idées à l'échelle internationale sur la stratégie anarchiste, l'organisation et la collaboration internationale. C'est de là que vient l'initiative d'organiser en 1986 des rencontres internationales anarchistes autour de ces sujets. Elles se dérouleront sous la forme de conférences et de débats qui traiteront les thèmes suivants et que nous considérons d'importance internationale :

- anarchisme et féminisme ;
- anarchisme et antimilitarisme ;
- anarchisme et écologie ;
- anarchisme et syndicalisme.

Un programme culturel complètera cette manifestation. Les personnes qui pensent pouvoir apporter une contribution aux activités culturelles ou aux débats proposés sont invités à se mettre en rapport avec les organisateurs : Mike Alibi, Nieuwe Gracht 40, 3512 L.S. Utrecht, Pays-Bas.

(COMMUNIQUÉ)



Samedi 22 février, à partir de 16 h, la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) organise une rencontre-débat sur le thème de l'école obligatoire, et Baker, auteur de « Tu seras ministre mon fils », et P. Boumard, auteur de « Tu seras ministre mon fils ». A signaler également que ces deux personnes seront présentes sur les ondes de Radio-Libertaire le même jour, de 10 h à 12 h.

Pour l'équipe animatrice
J.-M. RAYNAUD

Rencontre-débat à propos de l'école

Le grand bond en arrière

BEULLAC, Chevènement : « ça varie » peu ! Après la mobilisation de l'Eglise et de la droite à propos de la « liberté » scolaire, le gouvernement a enfin obtenu le consensus social et politique tant souhaité. L'école de Chevènement est avant tout l'école du silence. Ni les centrales syndicales ni les mouvements pédagogiques n'ont pu lézarder ce processus scolaire. Et n'est-ce pas parce que la fonction enseignante est avant tout de perpétuer l'autoritarisme ou qu'aucun projet pédagogique avancé par les uns ou les autres n'a pu supporter le poids de la réalité ?

Que ce soit contre Haby ou Beullac, le discours de refus primait sur le contre-projet sociétal. Une fois la gauche installée au pouvoir, il fallut désarmer et enclencher une dynamique positive sans accord préalable sur le profil d'une école modernisée : la division entre politique et pédagogique devint insurmontable. A la veille de mars 1986, l'espoir d'une remobilisation du milieu enseignant opposé à l'école de l'élitisme républicain, proposé par Chevènement, se fait de plus en plus mince.

Il ne suffit pas d'en faire porter l'entière responsabilité aux directions syndicales ou à celles des mouvements pédagogiques, mais bien à notre capacité d'affronter la réalité scolaire. C'est à partir de vraies questions, portant sur le fonctionnement de l'école, que Chevènement dépoussié une idéologie des plus archaïques sur les savoirs. Il eut la partie belle pour redorer un discours que nous pensions dépassé et qui a le mérite de rassurer maîtres et élèves. Comment et pourquoi l'école est-elle plus que jamais l'exemple de la réussite de l'idéologie libérale et revancharde, protégée et avancée par un gouvernement de gauche : tel est le thème de ce forum du 22 février.

La conjonction de la politique du patronat avant 1981 et des effets pervers, divers et durables, de la crise économique n'explique qu'en partie l'éclatement idéologique des syndicats et mouvements pédagogiques variés. Le ciment pédagogique a manqué dans la pratique et le discours de ces organisations. Les minorités syndicales et pédagogiques porteuses d'une alternative constructive ont été balayées par les vagues du découragement ou de l'isolement. Les clivages opposant les uns

aux autres étaient d'ordre stratégique et relevaient de pratiques différentes, mais pas toujours antinomiques. En deux mots, ils recouvraient ceux divisant la classe ouvrière.

Tant que les syndicats et les mouvements sociaux ne réinvestiront pas ce terrain de luttes, nous n'aurons pas les moyens de peser socialement ou politiquement. La mobilisation des forces sociales fut essentiellement opposée à la politique de droite. Et nous avons mélangé consensus oppositionnel et projet commun. Nous savons aujourd'hui que les valeurs sécuritaires, autoritaires, constituent la demande majoritaire des usagers. Nous avons inconsciemment oublié le prolongement de l'immaturation sociale imposée à la jeunesse par le capitalisme en crise. En fait, bien que l'échec scolaire ait été verbalisé, l'ensemble des organismes pédagogiques ou sociaux n'ont pu le conscientiser concrètement. Tant que nous n'aurons pas trouvé de réponse satisfaisante à cette modification sociologique de l'école, nous laisserons un terrain en friche pour tous les lénipitateurs de l'enseignement.

THYDE ROSELL

Gardons le pessimisme pour des jours meilleurs

C'EST bien connu, l'Education nationale est tant qu'institution est un véritable monstre. Un monstre lourd, infini, complexe, tortueux, bureaucratique qui se préoccupe avant tout de lui-même et de sa propre survie ; conservateur en diable, apeuré par l'idée même de réforme et capable d'opposer au moindre changement une force d'inertie extraordinaire.

De ce fait, malgré le temps qui passe, l'Education nationale n'a guère changé depuis des décennies et des décennies. Certes, ici ou là, on a bien mis quelques rideaux au fenêtrage grillagés de la mise en condition ; mais au bout du compte l'enfant y est toujours autant étouffé, accablé, dépecé, asphyxié, trituré et mutilé au niveau de ses potentialités de vie. Et ce n'est pas un hasard car, depuis que l'Education nationale existe, elle remplit la même fonction sociale. Une fonction sociale traditionnelle en système capitaliste : celle qui consiste à enregistrer des différences pour les reproduire sous forme d'inégalités, à faire pénétrer l'idéologie dominante dans le conscient et l'inconscient de l'ensemble des enfants, à préparer et roder un maximum de gosses à l'humiliation de l'exploitation et de l'oppression qui les attendent à la sortie.

Dans ces conditions, qui sont celles de toutes les écoles de classe, il est aisé de comprendre que la seule dimension de l'institution exclue toute possibilité d'évolution palpable et que si d'aventure trois onces de liberté et deux grains de folie viennent à éclore ici ou là, la fonction sociale de l'institution

scolaire empêchera qu'ils aillent batifoler hors du champ clos de la bonne conscience du système dominant et les emmurera dans la prison dorée de la caution apportée à ce système dominant.

Fort de cette analyse, certains en ont conclu qu'il était rigoureusement inutile ne serait-ce que de s'essayer à changer l'école de l'intérieur. Et dans la foulée d'un printemps trop bref, ils ont pris leur bâton de pèlerin et vogué la galère en direction de la déscolarisation.

Ce fut alors l'époque des écoles parallèles, des crèches sauvages, des terrains d'aven-

ture, des regroupements de parents. Une époque extraordinaire de volonté de changer les choses et la vie. Une époque pétillante d'énergies de tous ordres. Mais une époque révolue.

Aujourd'hui, en effet, quinze ans après ce déferlement de tentatives en actes, il ne reste quasiment plus rien. Soit qu'elles soient mortes de leur belle mort, minées par des problèmes de fric, des conflits de personnes ou par usure ; soit qu'elles soient en passe de crever et négocier, la sébille à la main, leur intégration à l'institution scolaire. Dans tous les cas, elles suent littéralement la solitude, l'iso-

lement et le recroquevillement sur leur propre misère. Dur !

Alors, l'alternative à l'école ? Une utopie ? Une illusion ? Un « trip » parmi d'autres qui vous laisse hébété parce qu'il a mal tourné ? Un pauvre rêve tout juste bon à aller pourrir lentement dans les geôles de la récupération ou dans les prisons quatre étoiles des marges institutionnelles ?

Voire ! Tout échec porte en lui son propre dépassement pourvu qu'on en tire les leçons qui s'imposent.

Alors, si on commençait à réfléchir ? Si on s'interrogeait sur le rapport entre transmission du savoir, éducation et

système social ? Si on jetait les bases d'une alternative à l'école qui soit autre chose que la seule alternative à une certaine transmission du savoir ? Si on essayait d'insérer cette alternative dans une alternative plus large ? Une alternative sociale ! Si on cherchait à être partie prenante d'un mouvement social alternatif... peut être cesserait-on, en se contentant de l'inverser, de reproduire inlassablement le même modèle ? Peut être cesserait-on de tourner en rond, triste et blafard, dans les corridors glacés de la solitude ?

Qu'en dis-tu camarade ?
J.-M. R.

L'école de Chevènement

Bien que la bourgeoisie ait utilisé à bon compte cette revendication laïque, l'école gratuite et obligatoire n'a pas été une offrande des Dieux. Piochant dans cette masse studieuse les O.S. ou les ouvriers qualifiés nécessaires à la production, le patronat a néanmoins accueilli du bout des lèvres les réformes imposées par les luttes ou les transformations continues de son outil de production.

La crise économique, une recherche des valeurs sûres à bon compte et rassurantes de surcroît, ont modifié cette « lutte des classes » : les réformes de l'édifice scolaire ont commencé leur compte à rebours. Le libéralisme sauvage étant à la mode, le ministère réinstalle sur un tremplin l'élitisme républicain.

Par le biais des stages, des T.U.C. en tout genre, il maintient à peu de frais les jeunes dans une situation d'attente et de dépendance, réservant la for-

mation approfondie au-dessus du panier universitaire ou aux jeunes loups des grandes écoles. Pour ce faire, une véritable éducation scolaire n'est pas requise. Chevènement a beau habillé cette politique de classe de verbiage républicain crypto-égalitariste, il ne trompe personne. De plus, il n'est pas sûr que les usagers (élèves, parents, enseignants) n'entrent pas dans cette démagogie « du plus fort gagne ».

« Comment en est-on arrivé là ? », doivent se demander syndicats, élèves et enseignants. Le consensus scolaire s'est totalement inversé : de l'Education nationale nous reculons vers l'instruction publique et privée. La démobilitation, le désintérêt des usagers eux-mêmes ont sonné l'hallali de l'ouverture de l'école vers la vie. Avec Chevènement, école rime avec nationalisme, civisme, compétition. Et c'est parce que la contradiction entre les intérêts de la bour-

geoisie et des classes ouvrières était masquée, voire acceptée par le concept laïc que chacun pouvait tirer la couverture à soi : les ambiguïtés de Savary sont le réalisme de Chevènement.

L'école unique est à la fois porteuse d'égalité et de sélection, d'alternance en entreprise et de formation pluri-disciplinaire. Beullac et Haby ont défiguré des revendications réelles et unificatrices. Savary et Chevènement ont caricaturé l'école unique, creusé d'idées et de savoir-faire, en école républicaine. Néanmoins c'est également parce que l'école de gauche ou de droite a toujours offert une porte de sortie sélective à ses élèves que le mal-être, le mal-vivre scolaire riment avec échec. Alors les cocoricos chevènementesques, la faute à qui ? A l'institution elle-même, aux usagers, aux utilisateurs ?

CHRISTINE TEISSIER

T leurs leurs création permanente nombre leurs fonction montés des p suivis. catalo en Fra Possib doute qui ne rejetor à déce ou cu leur b c'est n Ce la lect l'évolu depuis de cha qui a temps mille d'école sauvag de par ture, musea grand Monde féroce

Le rier thie Po Pom port) 7501

L les récé cents v roulaie Kanai' édition Depu une ce défaut que, fo celle d payant liberta Le ch (mis à d'effec ne par cela per che n'o ment a a fain rissant Des réseau sembla pas en qui ém

NOTE DE LECTURE

« Annuaire 84-85
des écoles différentes »

TRENTE-CINQ écoles citées, un certain nombre d'autres évoquées, leurs numéros de téléphone, leurs adresses, leur affiliation, leurs structures, leur date de création, le nombre d'adultes permanents, intervenants, le nombre d'enfants concernés, leurs âges ou leurs niveaux, le fonctionnement financier, le montant des frais à la charge des parents, les buts poursuivis... Pas de problème, ce catalogue des écoles différentes en France, réalisé par la revue *Possible* est bien fait (1). Nul doute que toutes celles et ceux qui ne désirent pas envoyer leurs rejetons dans les grandes usines à décerveler, à la mode laïque ou curailloenne, y trouveront leur bonheur ! Pour ce qui est des rejets... en revanche, c'est moins sûr.

Ce qui est frappant en effet à la lecture de ce catalogue, c'est l'évolution qui s'est produite depuis vingt ans, et même depuis dix ans. Terminé la rage de changer les choses et la vie qui a fleuri le temps d'un printemps trop bref. Terminés les mille et une perce-neiges qui, d'écoles parallèles en crèches sauvages, et de regroupements de parents en terrains d'aventure, pointaient ici et là leurs museaux frondeurs sous le grand manteau blanc du Vieux Monde ! Terminée la révolte féroce des barbares hirsutes !

Les rires joyeux et tranquilles des forgerons inlassables de l'avenir !

Aujourd'hui, tout ce qui se fait de différent en matière d'éducation ou plus exactement de scolarité à un tout autre parfum. Celui du changement à la petite semaine. De la pédagogie pour la pédagogie. De l'aménagement besogneux du moins pire. D'un certain « réalisme » !

Certes, des expériences éducatives de l'après-mai sentant la sueur, le débraillé, l'excentricité et quelquefois l'irresponsabilité, il reste encore quelques traces. De vieilles gloires comme l'École en bateau poursuivent leur train-train. De jeunes baladins, nettement plus B.C.-B.G. toutefois que leurs aînés, tentent comme l'École en péniche de poursuivre le rêve. Mais il s'agit là d'exceptions. De fantômes d'une autre époque, quasiment !

Pour l'heure, la différence a troqué les habits de lumière de la révolte pour la blouse grise du réformisme. Dans le meilleur des cas, on contractualise à tour de bras en cherchant ostensiblement à être « reconnu » par l'Éducation nationale (c'est le cas des écoles nouvelles regroupées au sein de l'A.N.E.N.). Dans la plupart des cas, on fait ce qu'on peut en s'escrimant à l'intérieur du monstre (Freinet, Vitreuve...). Et dans le pire des

cas, on fait croire que l'on a mis l'institution à genou alors qu'en en gérant la marge, on est en fait... à ses genoux (Saint-Nazaire, Oléron...).

Bref, dans tous les cas de figure on ne recherche pas l'affrontement. On lui préfère le « consensus ». Le dialogue. On cherche à convaincre. Et pour ce faire, on cause technique, efficacité, pédagogie.

Pédagogie, efficacité, technique, dialogue, consensus... mon cul ! Cela fait belle lurette que l'on sait que l'éducation autoritaire produit des handicapés à la pelle et l'inégalité comme s'il en pleuvait, et que les méthodes pédagogiques libertaires, anti-autoritaires... sont cent mille fois plus efficaces qu'elles, dès lors qu'il s'agit de permettre à des enfants d'accéder à la liberté, à l'épanouissement de leurs potentialités, à la vie ! Cela fait belle lurette que l'on sait que l'éducation, qu'elle soit autoritaire ou libertaire, a une dimension sociale évidente et qu'elle est tout à la fois cause et effet du système sociétal où elle se meut. Ce qui revient à dire que tous ceux qui prétendent vouloir changer l'école ou l'éducation sans s'intégrer à une dynamique de changement social et sociétal sont soit des imbéciles, soit des escrocs. Les enfants de Mai 68 sont morts de ne l'avoir pas compris. Les gentils technocrates, pédago du consensus, ne sont pas à l'aube de rendre l'âme... pour l'avoir compris.

J.-M. RAYNAUD

(1) « Annuaire 1984-1985 des écoles différentes », éditions « Possible », en vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

Copinage

Le n°3 de *On a fait* ! est paru ! Au sommaire : Crass, Bérurier noir, des tas d'infos et de méchancetés sur Le Pen, l'apartheid, etc.

Pour se le procurer, écrire à *On a fait* !, 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray (10 F, plus 5 F de port), ou à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Rencontre autogérée
des fanzines

Il faisait vraiment glacial cet après-midi-là au squatt U.S.I.N.E., les gens qui tenaient leurs stands tapaient des pieds histoire de se réchauffer et il y avait quand même de cent cinquante à deux cents visiteurs qui avaient eu le courage de venir. Le 8 février se déroulaient donc, sous l'impulsion d'individus venant du fanzine *Kanaï* et d'ailleurs, les rencontres autogérées des fanzines, de l'auto-édition et des labels alternatifs.

Depuis deux ans que le phénomène fanzine-rock alternatif prend une certaine ampleur, on ne peut pas dire que l'imagination fasse défaut : les uns organisent des concerts, les autres éditent de la musique, font de la radio, etc. Une rencontre s'imposait, mais pas comme celle de Montreuil qui n'était qu'une foire où l'entrée s'avérait payante (50 francs), mais une rencontre ayant une démarche plus libertaire.

Le choix du lieu de rencontre, un squatt, eut deux aspects positifs (mis à part le froid) : le premier d'être un lieu gratuit et le second d'effectuer un tri parmi les fanzines et les labels musicaux. Ceux qui ne parlaient de musique que parce que c'est à la mode ou parce que cela peut rapporter gros et ceux qui ont une démarche politique louche n'ont pas voulu se retrouver dans un des seuls squatts véritablement alternatif. On a pu y rencontrer des fanzines tels que *Kanaï*, *On a fait* !, *Manifeste*, *Pirate and co.* et des labels aux démarches intéressantes : Gougnaf mouvement, Bondage Records, V.I.S.A., etc.

Des contacts ont eu lieu entre fanzines, musiciens, graphistes... un réseau dont on sent la toile se tisser est en train de prendre forme, rassemblant des gens souvent de sensibilité anarcho-punk. On ne sait pas encore sur quoi ça va déboucher, mais un mouvement nouveau qui émerge, porteur de certains espoirs, ne peut laisser indifférent.

JEAN-PIERRE LEVARAY

« Raid
maure »
de Dagory

PLACE de l'Etoile, 25 décembre, 5 h du mat., parés pour la grande aventure commando, les preux chevaliers de la haute ferraille vont prêcher la bonne technologie aux peuplades d'Afrique.

Ils y sont tous : l'organisateur rodé et malsain, la star en mal de pub, les journalistes de choc pour photos à fric... et, enfin, dans le rôle du candide, le jeune Beur Kamel de Blanc-Mesnil. Tous sont dopés par un esprit de conquête et de revanche.

Pourtant ce Paris-Dakar finira très mal. On ressent une inévitable satisfaction devant les catastrophes imaginées par l'auteur. Dagory, sur un ton d'humour plein d'humour, retrace une course qui, fabriquée pour le profit, n'attire à elle que haine et désolation.

A la fin de *Raid maure* (1), il n'y a plus d'innocents quand ceux qui ont du pain vont jouer chez ceux qui n'en ont pas. Un bouquin d'actualité, hélas !

PHILIPPE
(Gr. Florès-Magon)

Dagory, « Raid maure », Engrénage n°55.

Programme
de Radio-Libertaire

Jeudi 20 février

« Enlivrez-vous » (15 h 30 à 17 h) : avec Violaine Vanoyeke, directrice d'une collection de poésie.

« Emission spéciale » (18 h 30 à 20 h 30) : « Collectivisation et gestion directe dans l'Espagne libertaire, 1936-1939 » avec Franz Mintz.

« Jazz en liberté » (22 h 30 à 4 h) : avec le pianiste François Cohen.

Vendredi 21 février

« Jouissance » (12 h à 14 h) : reçoit Théophile. « Tout est dans le tout, et réciproquement. »

« Info-musique » (14 h à 15 h 30) : le droit de réunion au XIX^e siècle.

« Palais de police » (15 h 30 à 17 h) : la magistrature. Invité : Etienne Bloch.

« Sens interdit » (17 h à 18 h) : les Alcooliques anonymes.

« L'invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : Michel Tubiana, secrétaire général de la L.D.H. rend compte de la campagne sur le droit d'asile.

Samedi 22 février

« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : reçoit Jofroi et Annkrist.

Dimanche 23 février

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : le sens civique.

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : l'invité sera le groupe Lo Drac qui vient de Gascogne à l'occasion de quelques concerts en région parisienne.

« La Fiancée de M. Spock » (16 h 30 à 18 h 30) : avec Scott Bake, écrivain de science-fiction.

« Trisomie 21 » (20 h 30 à 22 h 30) : spécial auto-production. Le label anglais Beggars Banquet.

Lundi 24 février

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : à propos du maquillage et des produits de beauté (émission médicale).

Mardi 25 février

« Décharge publique » (20 h 30 à 22 h 30) : les hôpitaux psychiatriques. Invité : Aïsho.

Font et Val
cuvée 1986

FONT et Val « co-habitent » au T.L.P.-Déjaset (1) ! Lecteurs du *Monde libertaire*, ce n'est pas une nouvelle pour vous : vous connaissez le T.L.P. Ce n'est pas le cas de certains journalistes : ces trois petites lettres ont du mal à passer. Allez savoir pourquoi ?

Il cohabitent donc — c'est la mode — et le spectacle est savoureux : on les trouve tous, ceux qui veulent et ceux qui ne veulent pas. Vivement demain avec les hommes d'hier, et même d'avant-hier ! Du parti communiste (« j'ai adhéré parce que je n'aime pas la foule ») à Le Pen qui voulait

l'Algérie française mais qui désire maintenant que les Algériens ne soient pas chez eux en France, ils sont tous fusillés par l'humour et l'ironie de nos deux compères.

Pour un esprit libertaire, quelle joie de voir la bêtise et la stupidité passées au crible : l'Eglise (« *Vatican, ton monde est impitoyable* »), le show-biz, les jeux télévisés, la « 5 » et compagnie, etc. Vous saurez tout de l'apparition de la vierge à Bernadette Soubirou, grâce à la Compagnie du Chalet : c'est un « scoop » miraculeux ! Vulgaire quelquefois, oui, mais avec tendresse et lucidité ; et ça passe quand c'est enlevé : la vulgarité est un plat qui se mange chaud, très chaud !

Je sais que le spectacle s'enrichit chaque soir de nouvelles trouvailles, mais n'attendez pas trop longtemps : ce n'est que jusqu'au 2 mars qu'ils cohabitent. Après, vous pourrez toujours rigoler avec ces bêtes de scène que sont nos hommes politiques... vous aurez loupé bien des choses, entre autres cette chanson de l'immigré qu'il faut chanter avec Font et Val.

P.B.

(1) T.L.P.-Déjaset, 41, boulevard du Temple, Paris 3^e. Font et Val : soirées à 20 h 30 (relâche le lundi), matinée le dimanche à 15 h. Prix des places : 90 F (voir réductions possibles), location des places à la librairie du Monde libertaire. Compagnie du Chalet, matinée le mercredi.



Réponse à « l'Humanité » et à M. Gorbatchev



EN exclusivité mondiale, l'Humanité, organe central du Parti communiste français, publiait le 8 février dernier une interview du n°1 soviétique. A regarder la première page du journal, tous les problèmes y étaient abordés sans faux-fuyants : l'approvisionnement, les droits de l'homme, l'Afghanistan... De quoi satisfaire les militants de base ou les simples lecteurs sur des questions que tout le monde se pose, ou devrait se poser, à propos de la « patrie du socialisme ».

Avec un style décontracté, celui qui veut parler « franc et direct » n'étonnera personne. Les questions embarrassantes ont des réponses floues et il se réfugie souvent dans la dénonciation des tares de l'Occident. Ainsi sont abordés les problèmes de queues devant les magasins, l'occupation de l'Afghanistan, les droits de l'homme, la censure. Tandis que l'on a droit à de longues tirades sur des sujets comme la culture, le XXVII^e congrès du P.C.U.S., les relations franco-soviétiques et le risque de guerre.

En somme, rien de surprenant ; si on enlève les mensonges, les falsifications historiques, la propagande et les phrases pour ne rien dire, il ne reste plus que les questions du directeur de l'Humanité.

L'approvisionnement

Certaines réponses prêteraient à sourire si le sujet n'était pas si dramatique pour des millions de Soviétiques. C'est ainsi que Gorbatchev reconnaît les difficultés d'approvisionnement « surtout pour des produits de grande qualité dont la demande n'est pas satisfaite ».

Car si en Occident « la demande d'un quelconque article est supérieure à l'offre, on augmente son prix. Nous ne le faisons jamais ici ou presque : en tout cas pour les articles les plus demandés. Il en résulte des ruptures de stock, ce qui donne naissance aux queues. ». C'est simple, non ? Mais pourquoi Gorbatchev oublie-t-il de parler des magasins spéciaux réservés aux membres de la nomenklatura ?

La jeunesse soviétique

A propos de la prétendue dépolitisation de la jeunesse, celle-ci, au contraire, « ferait preuve d'un civisme développé, d'un intérêt profond pour les problèmes de la société, de la politique intérieure et extérieure ». Il avoue, tout de même, que « l'alcoolisme qui s'est répandu au sein d'une certaine jeunesse nous a inquiété sérieusement ».

Il y a de quoi, un rapport confidentiel de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. révèle que le pays comptait en 1980 « quarante millions d'alcooliques et d'ivrognes officiellement fichés » ! La vodka et autres boissons alcoolisées

tuent un million de personnes par an. Sa consommation augmente constamment, elle est passée de moins de cinq litres en 1952 à trente litres en 1983 par personne et par an. Dans la campagne sibérienne, il n'y a pratiquement pas de conducteurs de machines agricoles qui atteignent l'âge de la retraite « puisqu'ils travaillent tant bien que mal dans la matinée, avec une seule idée en tête, celle de se saouler l'après-midi ».

Heureusement que pour Gorbatchev la jeunesse « est prête de son plein gré, et même, n'ayons pas peur des mots, avec enthousiasme, à travailler là où les conditions sont difficiles, sur les grands chantiers de Sibérie, dans le nord du pays, en Extrême Orient ».

« La mentalité du parasitisme et de la consommation, le mauvais goût, l'étroitesse des intérêts intellectuels, la connaissance insuffisante du patrimoine culturel sont autant de phénomènes que nous déplorons. » Heureusement que contre ces « dépravés » peut être appliqué l'article 206 du code pénal. « L'hooliganisme, c'est-à-dire des actes intentionnels portant une grave atteinte à l'ordre public et exprimant un mépris évident de la société (...), sont punis de six mois à un an de travaux correctifs ou d'une amende de 30 à 50 roubles. Le hooliganisme aggravé, c'est-à-dire les mêmes actes qui se distinguent dans leur contenu par un cynisme exceptionnel ou une audace particulière, ou qui s'accompagne de résistance à un représentant de l'autorité, ainsi que les mêmes actes commis par une personne antérieurement condamnée, est puni de la privation de liberté pour une durée de un an à cinq ans. »

L'article 209, quant à lui, condamne le parasitisme : « le fait de se livrer systématiquement au vagabondage, à la mendicité ou de vivre de quelque façon en parasite pendant une période prolongée sera puni soit de privation de liberté, soit de travaux correctifs pour une durée pouvant atteindre un an. » (1).

Les droits de l'homme

En ce qui concerne les juifs d'U.R.S.S., « cette question s'inscrit dans une campagne antisoviétique effrénée, une véritable guerre psychologique contre l'Union soviétique ». On aurait dû s'en douter !

« Parlons maintenant des prisonniers politiques. Il n'y en a pas chez nous. De même nous ne persécutons pas les citoyens pour leurs convictions. Nous ne traduisons personne en justice pour délit d'opinion. Autre chose est que chaque Etat doit se défendre contre ceux qui lui portent atteinte, qui appellent à le détruire ou qui l'espionnent pour le compte d'un service étranger. Ce genre d'activité est qualifié par notre législation de crime d'Etat. Actuellement,

comme on me l'a fait savoir, un peu plus de deux cents personnes purgent une peine pour avoir commis de tels infractions. »

Pinochet doit être satisfait de cette réponse. Ne pense-t-il pas lui aussi que « chaque Etat doit se défendre contre ceux qui lui portent atteinte » !

Pour remplir cette mission, et nous ne le dénonçons jamais assez, l'article 70 du code pénal (« Agitation et propagande antisoviétique ») qui condamne toute personne qui s'oppose à la politique du P.C.U.S. Les victimes proviennent de tous les horizons. Vladimir Gerchouni, qui a déjà passé dix ans en camp et six en hôpital psychiatrique, est interné depuis 1982 pour sa participation au syndicat libre S.M.O.T. Hassan Karibjan Ouly fut arrêté en 1977 pour avoir collé dans sa ville des tracts proclamant : « Les Russes hors du Kazakhstan ». Philippe Akhtiorov, membre de l'Eglise Pentecôtiste refusa d'effectuer son service militaire : deux ans de camp de travail. Dès sa libération, face à son nouveau refus, il repartit pour trois ans au goulag.

Il existe ainsi des centaines d'exemples. La psychiatrie est également utilisée à des fins politiques. Ainsi en 1974, Mikhael Jikharev fut soigné pour « paranoïa psychopathique avec surestimation de certaines idées et tendance à la contestation ». Nadejda Jikharev



Les Sakharov sont-ils des criminels ? fut à son tour hospitalisée en 1976 pour « épuisement nerveux causé par la recherche de la justice ».

En juin 1983, Youri Popov fut interné pour avoir distribué des tracts demandant « l'abolition de la peine de mort et l'arrêt de la guerre en Afghanistan ». Peut-être est-il atteint, ainsi que Aniouta Fadeera de « fantasmes réformistes » ? Membre du Groupe pour le rétablissement de la confiance entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., elle a été arrêtée en janvier 1986 et internée en hôpital psychiatrique. Elle avait signé une pétition afin que la ville de Leningrad soit déclarée zone dénucléarisée.

La censure

Gorbatchev justifie comme suit la censure : « Elle existe chez nous. Pourquoi ? Pour empêcher la divulgation dans la presse des secrets militaires

et d'Etat, la propagande de guerre, l'exaltation de la violence, de la cruauté, les brimades et la pornographie. Quant au choix des œuvres à publier, leur correction, leur allègement, etc., c'est l'affaire des moyens d'information et des maisons d'édition ».

Il oublie de préciser que tous ces organes sont sous le contrôle absolu du gouvernement. Tout le matériel d'imprimerie, même la simple machine à écrire est dûment répertoriée par les autorités compétentes. L'article 190 du code pénal (« Diffusion sciemment mensongère dénigrant le régime politique et social soviétique ») est là pour condamner tous les contrevenants. Pour se justifier, le n°1 soviétique ne trouve pas mieux de déclarer que « sous telle ou telle forme la censure existe dans chaque pays ». Quelle est donc la différence entre les pays capitalistes et socialistes ?

Guerre et paix

Trois colonnes entières sont consacrées à la propagande pseudo-pacifiste du Kremlin. Si ce pays multiplie les déclarations en faveur de la paix mondiale, il ne cesse de renforcer son potentiel militaire. Avec ses quatre millions huit cent mille soldats, ses sept millions de réservistes, sa préparation militaire des jeunes au sein de l'organisation des pionniers, il demeure ainsi un pays hautement militarisé.

En revanche, à peine une trentaine de lignes sont consacrées à un sujet aussi brûlant que l'Afghanistan où sont embourbés cent cinquante mille soldats de l'Armée rouge. A propos de l'arrêt des hostilités, l'interviewé se contente de répondre : « nous le voudrions beaucoup et nous nous y employons à la mesure de nos moyens ». Nous n'en doutons pas un instant : arrestations massives, exécutions sommaires, bombardements

de villages sont le lot quotidien des populations afghanes.

Staline ? Connais pas...

Pour couronner le tout, à une question de Roland Leroy à propos du stalinisme, cette notion serait « inventée par les ennemis du communisme et largement exploitée pour noircir l'image de l'Union soviétique et du socialisme dans son ensemble ».

Peut-être est-il bon de rappeler que le stalinisme fut une politique de répression de masse, la collectivisation forcée, les purges de 1933, les grands procès des années 1936-1939... Le « père du peuple » est également responsable du pacte de non-agression avec Hitler, du démantèlement de la Pologne, de la déportation à la fin des hostilités de peuples entiers. Les Tatares n'ont d'ailleurs toujours pas le droit de retourner s'installer en Crimée. C'est également le culte de la personnalité à outrance. Le « meilleur ami des enfants » envahissait ainsi les films, les affiches, la peinture, la sculpture...

Tout ceci ne nous étonne guère de l'Humanité, rappelons qu'à son époque Maurice Thorez fit tout son possible pour cacher aux membres du parti l'existence du rapport Krouchtchev.

Durant toute cette interview, Gorbatchev se révèle être le fidèle héritier de ses prédécesseurs. Le Parti communiste français, complice de toute cette mascarade, n'aura certainement pas redoré son blason en publiant de tels propos. L'U.R.S.S. n'est pas le pays du socialisme, elle ne l'est plus, diront certains ; pour nous, elle ne l'a jamais été !

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

(1) Cet article, ainsi que le précédent, est souvent utilisé afin d'incarcérer les dissidents et autres contestataires licenciés de leurs emplois.